

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

dossier

ÉCOLOGIE : LES
« RESPONSABLES »
POLITIQUES REGARDENT
AILLEURS

Paul Lannoye
Page 4

LES CENSEURS DU JOURNAL *LA LIBRE*
VUS AU TRAVERS DU CAS FINANCIÉ

Page 7

ZAD ET COMPAGNIE

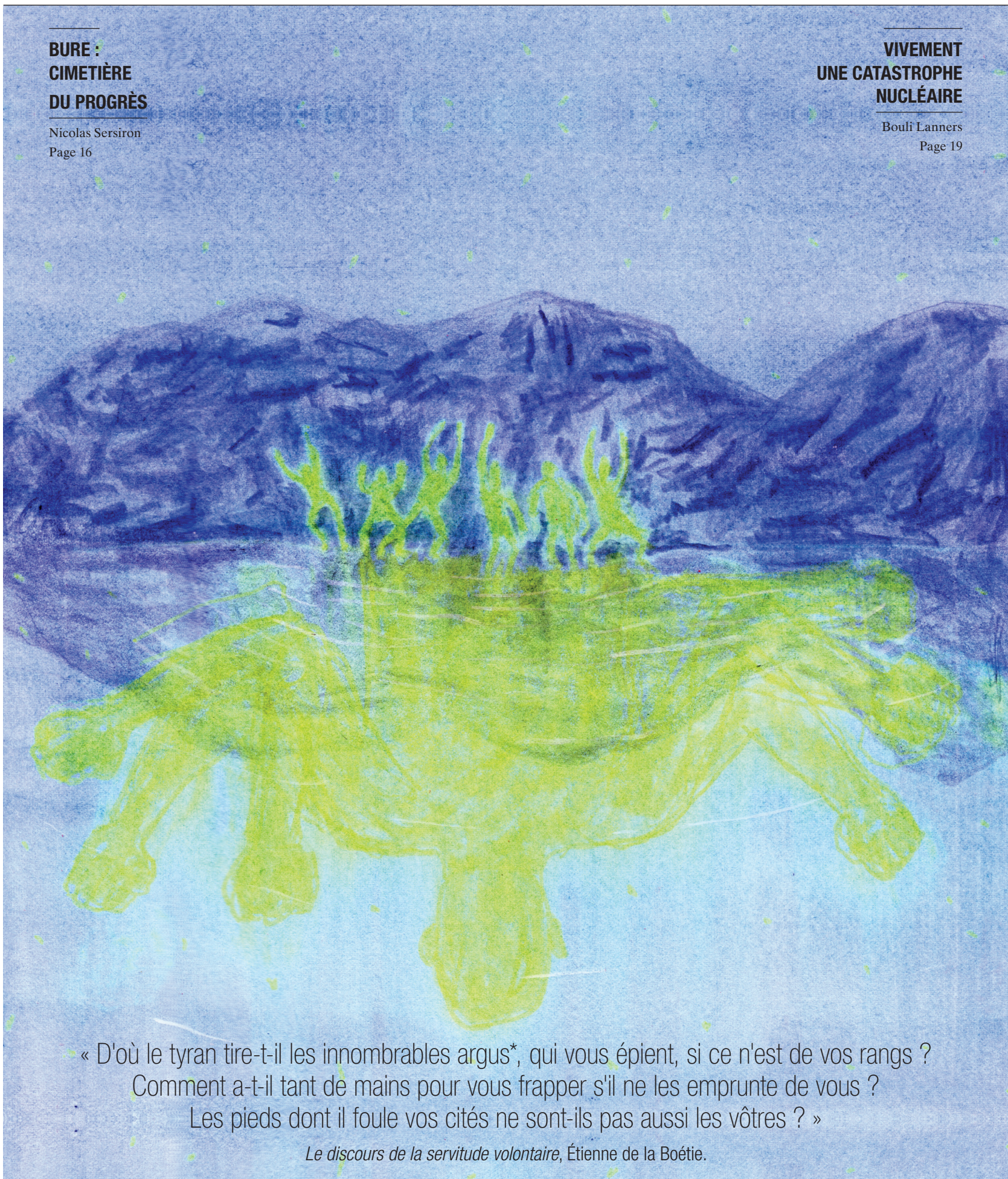
Jean-Pierre L. Collignon
Page 5

BURE :
CIMETIÈRE
DU PROGRÈS

Nicolas Sersiron
Page 16

VIVEMENT
UNE CATASTROPHE
NUCLÉAIRE

Bouli Lanners
Page 19



« D'où le tyran tire-t-il les innombrables argus*, qui vous épient, si ce n'est de vos rangs ?
Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper s'il ne les emprunte de vous ?
Les pieds dont il foule vos cités ne sont-ils pas aussi les vôtres ? »

Le discours de la servitude volontaire, Étienne de la Boétie.

Illustration : Léa Viana Ferreira

* Géant mythologique aux cent yeux

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - rue Fernand Bernier, 15, 1060 Saint-Gilles, Bruxelles



SOMMAIRE

DÉBATTRE ET TENIR LE COUP

Bernard Legros / Page 3

ÉCOLOGIE : LES
« RESPONSABLES » POLITIQUES
REGARDENT AILLEURS

Paul Lannoye / Page 4

ZAD ET COMPAGNIE

Jean-Pierre L. Collignon / Page 5

BALKANISATIONS PLANIFIÉES
ET MODESTES MOYENS
D'Y RÉSISTER

Daniel Zink / Page 6

DOSSIER
ÉTUDE DES CENSEURS
MÉDIATIQUES AU TRAVERS DU
CAS LIBRE/FINANCITÉréalisé par Alexandre Penasse
Pages 7-14

FLAGRANT DÉLIT DE CENSURE À « LA LIBRE »

Pages 8-11

LE SYSTÈME LIBRE

Pages 12-13

PHILIPPOT :

MAILLON FORT D'UNE CHAÎNE PUBLIQUE GANGRENÉE

Page 14

LE SOIR : LA RUBRIQUE POUR
S'ENDORMIR

A.P. & Daniel Zink / Page 15

BURE : CIMETIÈRE DU PROGRÈS

Nicolas Sersiron / Pages 16-17

GOETHE ET STEINER,
UNE SCIENCE EN DIALOGUE
AVEC LA NATURE

Rencontre avec Paul Lannoye, Daniel Zink / Pages 18-19

FILS DE PUB

Alain Adriaens / Pages 20-21

VIVEMENT UNE CATASTROPHE
NUCLÉAIRE

Bouli Lanners / Page 21

VU, LU, ENTENDU

Pages 22-23

L'AMI AMÉRICAIN

Michel Brouyaux / Page 23

ILLU LIBRE/AGENDA/ANNONCES

Page 24

SI « ÊTRE EN RETARD »
DEVENAIT RAISONNABLE

Dans un monde où les États inscrivent leur devenir dans une perpétuelle course à la possession de l'ultime « innovation », il demeure peu de possibilités de moratoire sur le déploiement technologique. Attendre avant d'appliquer (et d'impliquer...) laisserait pourtant à nos cerveaux le temps nécessaire à l'examen raisonnable de l'impact de l'une ou l'autre de ces nouveautés sur l'humanité. Inscrivant notre « pensée » dans une unique dimension de comparaison vers le « haut », nous serions incapables d'envisager notre niveau de civilisation autrement qu'en terme de place, laquelle, définissant la position qu'on occupe dans cette hiérarchie arbitraire, nous situerait plus ou moins en avance sur l'axe du progrès. Walt Whitman Rostow, économiste américain, décrivait, dans un ouvrage devenu célèbre⁽¹⁾, cinq stades du développement économique : le premier, correspondant à ce qu'on définira plus tard comme le « sous-développement », caractérisait la société traditionnelle, alors que le dernier, le plus abouti, signalait « l'âge de la consommation de masse ».

60 ans plus tard, si cette approche peut sembler des plus cyniques, c'est pourtant ses fondements qui dictent encore, et peut-être plus que jamais, le fonctionnement de nos sociétés. Nous sommes sommés d'avancer, toujours, pressés d'échapper à la mort et persuadés d'être sur le bon chemin ; le pouvoir d'achat colonise tous les esprits, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Cette fuite en avant reporte pourtant toujours à plus tard le questionnement sur les critères qui définiraient notre « développement » : d'abord avancer, encore et encore, le perpétuel mouvement se substituant à la réflexion, et surtout, l'extinction de cette dernière assurant la pérennité de la mise « En marche ». Point de possibilités dès lors de penser dialectiquement le « retard » des autres dans un rapport avec notre « avance ».

Regardant vers le haut pour constater ce que nous n'avons pas et que les autres possèdent, nous nous fixerons des délais purement arbitraires : « *Tout le monde parle de la future 5G, mais l'Europe, et surtout la Belgique, seront-elles prêtes pour 2020 ? Selon le calendrier retenu, chaque pays de l'Union européenne devra disposer d'au moins une ville couverte par la 5G dès 2020. Il reste à peine un an et demi, et l'horloge tourne* »⁽²⁾. Tirés d'un article en ligne de la chaîne publique belge RTBF, ces propos expriment toute la puissance horaire (« *il reste à peine* », « *l'horloge tourne* ») d'une pensée conformiste dominante, véritable technocratie qui pousse, compresse, nous enjoint d'aller plus vite pour pouvoir accélérer, augmenter le débit et réduire le temps de connexion : rapidement déployer la technologie utile à la 5G pour plus vite se connecter, cercle infernal qui n'a pas de fin, sauf le basculement irréversible.

Pourtant, faisant abstraction du critère technologique, qui peut dire qu'une ville dotée de la 5G est plus avancée



Illustration : Bertrand Panier

qu'une autre, d'un point de vue sanitaire, social, écologique? Le déploiement de la 5G signifiera que les normes en termes d'émissions électromagnétiques devront être plus « souples » et que les smartphones devront être remplacés pour répondre à cette nouvelle technologie. Les normes s'adapteront donc à la nécessité technologique et productiviste. Pendant ce temps, dans une dimension tout à fait schizophrène, on vous demandera de trier et recycler ; les villes « zéro déchet » seront sponsorisées par la Commission européenne, alors que des centaines de millions de smartphones termineront dans les décharges d'Afrique, là où nos esclaves qui assurent notre mode de vie extraieront au prix de leur santé, de leur vie et de leur dignité, les matières premières pour produire... les nouveaux smartphones compatibles avec la 5G. Et les politiciens renchérront : « *Le train de la 5G est en marche... La Wallonie ne peut pas être à la traîne de la transformation numérique* ». « *L'horloge tourne* », pourtant les (ir)-responsables politiques ne perçoivent pas le même cliquetis que nous.

Ce monde est devenu fou, et il semblerait que plus rien ne puisse l'arrêter. Enfin, peut-être nous...

Alexandre Penasse

(1) *The stages of economic growth, a non-communist manifesto*, 1959, Third edition.

(2) « *La Belgique sera-t-elle prête pour la 5G?* », Jean-Claude Verset, 8 août 2018, www.rtbf.be

Depuis septembre 2015, Pablo Servigne et Raphaël Stevens tenaient une rubrique dans Kairos "Comprendre l'effondrement qui vient". En 3 ans, ils ont brossé un tableau très précis de ce domaine de recherche qu'est la collapsologie. L'heure est venue pour eux de continuer d'autres projets.

Mille mercis à Pablo et Raphaël d'avoir contribué à faire vivre la presse libre!

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 2 000 exemplaires

Routage : Cambier

Éditeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Fernand Bernier, 15
1060 Saint-Gilles, Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain

Gestion
Guillaume D.



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs
Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.), Jean-Pierre, Léon Collignon, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel

Ont contribué à ce numéro
Daniel Zink, Nicolas Sersiron, Bouli Lanners, Bertrand Vanbelle, Michel Brouyaux.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations
Léa Viana Ferreira, Bertrand Panier, Olivier Spinewine, Pierre Mercier, Arnaud Lorne, Arianna Simoncini, Noelia Diaz, Aude Rambaud, Clémence Godier, Benjamin Tejero, Chanic, Dina Melnikova, Anir Amsky, Adèle Jolivard, Giulia Gallino, Nadia Berz, Cécile Mirande-Broucas

DÉBATTRE ET TENIR LE COUP

« *La cause du réchauffement climatique est l'activité solaire, et les pollutions sont importantes* »,
visiteur anonyme à « Retrouvailles », Liège, 2 septembre 2018.

Le débat actuel charrie son lot de représentations stupides, saugrenues, périmées et/ou dangereuses (mais pas seulement ; on entend aussi des choses intéressantes). Paul Valéry disait qu'il y a plus faux que le faux : le mélange du vrai et du faux. Voilà qui s'applique parfaitement à la discussion, de nos jours. Alternativement nous tombons d'accord avec notre interlocuteur, puis nous nous prenons la tête dans les mains avec désespoir une minute plus tard en l'entendant préférer l'opinion suivante. Ici d'accord, là pas d'accord, ici à nouveau d'accord, là à nouveau pas d'accord, *ad infinitum*, jusqu'à l'épuisement psychique. Petit tour d'horizon de la rentrée, avec l'intention modeste mais déterminée de dissiper quelque peu le brouillard idéologique.

1 Fête du 1^{er} mai, Liège. Un ami marxiste soutenait que la clé de lecture par excellence du monde contemporain reste la lutte des classes, appelée à s'intensifier jusqu'à la chute du capitalisme. Il faisait allusion à la violence redoublée des politiques néolibérales en cours, signe que les dominés devraient s'unir pour en découdre avec notre ennemi le Capital⁽¹⁾. Tout en reconnaissant cette horreur néolibérale, je lui suggérai qu'une autre clé est certainement plus pertinente actuellement, celle de notre rapport à la technique qui bouleverse le schéma classiste. Quand tous, du président des États-Unis au paysan indien, communient dans la « smartphomanie », n'est-ce pas là un obstacle de taille au sentiment de classe « pour soi » ? Cette lutte des classes doit désormais être repensée à l'aune de la numérisation qui porte en elle un type de dissocierité indécente et insoutenable⁽²⁾, antinomique tant avec une politique de gauche (sociale-démocrate ou néomarxiste) que décroissante. À la suite de Jean-Claude Michéa, parlons maintenant de « *notre ennemi le numérique* ».

2 29 juillet, Petite Foire de Semel. Au stand de l'association Fin du nucléaire, je conversais avec une septuagénaire qui milite pour une agriculture durable. Elle qui est née dans une ferme se disait heureuse du progrès ; elle ne voudrait pas vivre comme ses pauvres parents qui ont trimé toute leur vie sur leur terre. Bien qu'inquiète du futur atomique (oxymore), elle se félicitait de l'usage de l'énergie nucléaire en médecine. Je lui parlai de l'alibi de la santé exploité par tous les technoptimistes et de la contreproductivité chez Ivan Illich. Elle dit que l'humanité a toujours trouvé des solutions à ses problèmes. Je lui fis remarquer que jadis il n'y avait pas 7.300.000.000 d'habitants sur Terre, ni de climat anthropiquement dérégulé, ni non plus 441 réacteurs nucléaires en activité, entre autres ! Si un accident, de plus en plus probable, survient à Tihange 2 ou Doel 3, c'est ter-mi-né, insistai-je, ça fera des milliers de victimes et des millions de déplacés. Un tremblement de terre fait aussi beaucoup de victimes, rétorqua-t-elle. Emmêlement dans les catégories philosophiques : ce qui relève de notre responsabilité et ce qui n'en relève pas, répliquai-je. Il était 18h00, nous remballâmes notre matériel, la conversation en resta là, avec dans mon chef un sentiment paradoxal de vain accomplissement du devoir. Militer, c'est aussi cela.

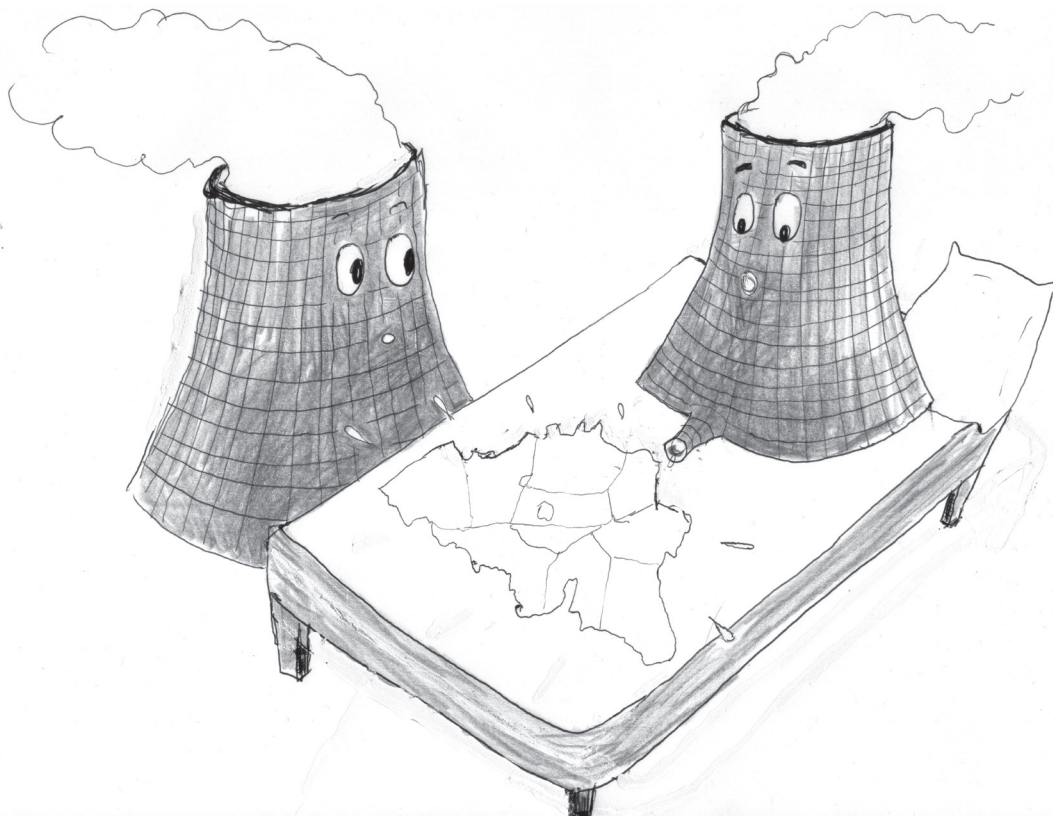


Illustration : Olivier Spinevine

3 Une idée dans le vent : il faut combiner transition numérique et transition écologique. D'abord, j'ai peine à imaginer comment la chose serait matériellement possible : l'infinitude numérique combinée à la finitude écosystémique ? La gabegie de métaux rares dans le but d'économiser les ressources ? Ensuite, même si nous en avons la possibilité, devons-nous nous lancer tête baissée dans ce que les GAFAM sont pour le moment les seules à nous proposer/imposer ? Être écologiste, est-ce prétendre que tout fait farine au bon moulin ? Que tout n'est qu'une question de volonté ? Que s'opposer ne doit pas empêcher d'« être de son temps » ? Ou bien est-ce la capacité de faire des choix, donc de rejeter certaines trajectoires techno-économiques que nous nous plaisons à voir comme des solutions possibles à la décomposition du monde ? Pour la théorie de la déconstruction, surfer sur les paradoxes est un signe de profonde intelligibilité à propos des choses qui auraient perdu leur sens intrinsèque lors du tournant postmoderne des années 1960. Tout n'étant qu'illusion, leurre, signifiant vide, il conviendrait de se ruer dans les lignes de fuite du réel et de se mettre dans le pli, plutôt que de penser au changement politique. Deleuze continue de faire des ravages.

Exemples. Thierry Caminel, ingénieur et membre de l'Institut Momentum, se demande s'il n'y aurait pas des manières écologiques d'utiliser les algorithmes, si les technologies de l'information et de la communication ne pourraient pas aider à construire une société résiliente et conviviale⁽³⁾. Cette écologie *high tech* entre pourtant en contradiction avec la finitude des ressources, dont l'auteur est par ailleurs convaincu⁽⁴⁾. Double pensée orwellienne ? Dans leur ouvrage commun *Écologie intégrale. Pour une société permacirculaire* (PUF, 2017), Christian Arnsperger et Dominique Bourg abondent dans le même sens. Ils appellent à articuler transition écologique et transition numérique « pour créer les conditions d'émergence d'un réel tiers secteur dédié à l'expérimentation socio-écologique » (p. 15), à condition

que la numérisation ne soit pas pilotée par le néolibéralisme. Ici, plus de double pensée, mais un résidu de dialectique : du « mal » numérique sortira le bien écologique. De l'abstraction théorisante aussi, « *l'émergence d'un réel tiers-secteur* » relevant de la profession de foi.

4 Début août, dans les Cévennes. Internet, vu comme un merveilleux outil de partage et de circulation des idées - des meilleures aux pires -, peut aussi souvent être de mauvais que de bon conseil. Christian Sunt, paysan semencier né en 1948, me faisait remarquer que la mode de la permaculture qui s'est répandue principalement par la Toile, pousse de jeunes agriculteurs pleins d'idéal à tenter l'aventure un peu partout sur la planète. Mais cette technique agricole n'a de bons rendements qu'avec des climats humides et sans saisons marquées. Les buttes ne permettent pas de retenir le peu d'eau que fournit, par exemple, le climat du sud de la France. Mieux vaudrait donc y renoncer et s'en tenir au simple maraîchage biologique. Christian ajouta que la seule bonne manière de se lancer dans l'agriculture durable à l'échelon local est de s'approprier les connaissances des anciens. Jeunes néo-paysans, plutôt que d'allumer votre ordinateur, prenez votre bâton et arpentez la campagne avoisinante dans l'espoir de mettre la main sur quelque octogénaire riche de savoir ancestral, avant le passage de la Faucheuse⁽⁵⁾. Mais les dérèglements climatiques pourraient encore venir compliquer la donne. Dur, dur d'être fermier !

Bernard Legros

(1) Jean-Claude Michéa, *Notre ennemi le capital*, Climat, 2016.

(2) Cf. Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares*, LLL, 2018.

(3) Cf. <http://www.institutmomentum.org/de-l'acceleration-algorithmes/>

(4) Lire « Nucléaire et effondrement : étude de collapsologie appliquée » et « L'impossible découplage entre énergie et croissance », ibidem.

(5) J'attends l'accusation de « paternalisme » !

ÉCOLOGIE : LES « RESPONSABLES » POLITIQUES REGARDENT AILLEURS

Illustration: Pierre Mercier



**- LA TÊTE QU'ILS VONT FAIRE AU BUREAU QUAND ON LEUR RACONTERA !
- AH AH ! OH OUI ! ON A PAS VU LE SOLEIL UNE SEULE FOIS EN PLÉINE CANICULE ! QUELLE HISTOIRE CE SÉMINAIRE !**

Cet été, l'Europe entière a cuit sous la canicule. Des incendies dévastateurs se sont déclarés là où on ne les attendait pas, en Scandinavie notamment. En Californie, l'ampleur de ces incendies a atteint une dimension sans précédent. Au cours de ce même été, on a appris la fonte accélérée des glaces du continent antarctique : alors qu'avant 2012, la perte annuelle se chiffrait à 76 milliards de tonnes, elle a bondi à 219 milliards de tonnes par an depuis 5 ans (publié dans *Nature*, 13 juin 2018). Plus près de chez nous, la fonte spectaculaire des glaciers alpestres est connue de tous depuis quelques années. Ce qui l'est moins, c'est la série d'éboulements rocheux qui ont provoqué nombre d'accidents mortels frappant non seulement des touristes intrépides mais aussi des guides de montagne chevronnés : en cause, la fonte du pergélisol, sous-sol normalement gelé en permanence, qui assurait comme ciment naturel la stabilité des amas rocheux. Le réchauffement climatique est logiquement incriminé, même si on ne peut passer sous silence l'impact des 550.000 camions qui empruntent chaque année le tunnel du Mont-Blanc, la surexploitation des montagnes et l'envahissement par les 4x4 (Alexandre Duyck, *M le Magazine du Monde* du 25/8/2018).

Toujours au rayon des bonnes nouvelles, de nombreux scientifiques confirment la disparition des insectes volants en Europe (80% d'entre eux) et, en

toute logique, de leurs prédateurs (420 millions d'oiseaux en moins). En cause, l'intensification des pratiques agricoles, la destruction des milieux favorables (boisements, zones humides, ...) et les pesticides.

Le *Canard enchaîné* dans son n° du 29 août pointe un autre problème qui nous menace directement, celui de la contamination de la chaîne alimentaire marine (poissons, crustacés, coquillages) par les micro-déchets de matières plastiques. On sait que les déchets plastiques empoisonnent les océans. Tous les ans, un million d'oiseaux, 100.000 tortues, phoques et dauphins s'étouffent en avalant des sacs plastiques. Mais, en outre, la dégradation des déchets par l'eau et l'ensoleillement forme des micro-particules qui sont ingérées par les poissons, les crustacés et les coquillages. Ainsi, un amateur de moules pourrait avaler 11.000 microparticules par an s'il consomme 72g de moules par jour !

Tout cela ne semble

guère perturber et encore moins préoccuper les responsables politiques. La Commission européenne, toujours prompte à s'exprimer lorsqu'il s'agit de questions budgétaires ou commerciales, est toujours aussi peu réactive lorsqu'il s'agit d'enjeux écologiques. À ce propos, au cours de cet été, le président Junker est allé rendre visite à Donald Trump. N'importe pas qu'aient été évoqués les problèmes écologiques planétaires anodins que sont les changements climatiques, l'extinction de la biodiversité et la pollution des océans ! Non, il s'agissait de plaider pour le libre-échange et de limiter les dégâts pour les multinationales européennes des mesures protectionnistes décidées par l'extravagant Trump. Que Donald Trump continue à nier l'influence des activités humaines sur le climat et soutienne les activités les plus polluantes ne perturbe guère Mr Junker. Peut-être même qu'inconsciemment l'attitude des États-Unis arrange les responsables européens ! Désigner le coupable du désordre et du non-respect de l'accord prétendument historique de la COP 21 permet de masquer ses propres manquements.

Ceci dit, les États membres ne font pas mieux que l'Union européenne. Certes, les discours et les déclarations politiques parlent d'un futur écologique. Mais cela passe par une période de transition, indéfinie qui doit, tout en douceur, ancrer par le développement durable l'écologie dans la réalité quo-

tidienne. On a pu récemment constater l'inanité de ce discours avec la démission fracassante d'un inconditionnel de cette approche, le ministre français de la transition écologique, Nicolas Hulot. Je ne suis pas un admirateur de Nicolas Hulot. Certaines facettes du personnage m'irritent, à commencer par son copinage malsain avec des pollueurs notoires qui financent sa fondation. Ceci dit, il faut reconnaître que sa démission fracassante et ses accents de sincérité ont fait beaucoup de bien. En dénonçant l'absence d'avancée de ses projets et, plus grave, le recul du gouvernement et du président français sur tous les fronts, Nicolas Hulot a clairement mis en évidence le leurre d'une transition écologique qui perpétue les pratiques du passé et n'a d'écologique que le nom. Aussi longtemps que l'objectif de croissance, même rebaptisé développement durable, restera la priorité des gouvernements, rien ne changera. Ceux qui s'obstinent à ne pas le voir, comme l'a fait Nicolas Hulot pendant 15 mois, doivent comprendre que la politique « réaliste » des petits pas ne sert à rien face au rouleau compresseur des lobbies marchands, sauf à cautionner la progression du désastre écologique et social en cours.

Alors que faire ? Se réfugier dans le fatalisme et le repli sur soi ? Certainement pas. Je pense qu'on peut agir individuellement mais aussi collectivement. Individuellement, parce qu'on ne peut convaincre de la pertinence et de l'utilité de certains comportements qu'en les appliquant soi-même. Comment faire comprendre la nocivité du transport aérien pour l'atmosphère terrestre si on choisit de passer ses vacances à l'autre bout du monde et de se laisser tenter régulièrement par les week-ends découverte à Barcelone ou à Berlin ? Comment prétendre vouloir recréer du lien social et affirmer son souci pour l'économie régionale si on passe tout son temps devant des écrans pour parler à ses « amis » de Facebook et passer commande chez Amazon ?

Collectivement, les projets associatifs créatifs et émancipateurs ne manquent pas, notamment dans un domaine qui nous concerne tous, celui de l'alimentation. Il faut y participer. On assiste à l'éclosion d'associations de type coopératif un peu partout en Europe mais aussi en Wallonie et à Bruxelles visant à la fois à garantir aux adhérents l'accès régulier à des produits frais de proximité et issus de pratiques se réclamant de l'agroécologie. Ces mêmes adhérents garantissent aux paysans et artisans producteurs un débouché régulier et justement rémunérateur. Ce type d'association, outre qu'il recrée un lien et des relations humaines riches entre producteurs et consommateurs, redonne un statut social et rend sa fierté au monde paysan et artisan. Il réanime un milieu rural défiguré par l'agriculture et l'élevage industriels. Il s'agit d'un véritable mouvement social émergent qui s'émancipe de la logique marchande et de l'emprise de l'agrochimie.

La constitution en réseau de toutes ces initiatives peut peser face aux politiques et notamment remettre en question l'aberrante politique agricole commune. Elle peut aussi impulser une nouvelle réflexion sur le rôle des activités économiques et mettre en valeur les atouts des projets écologiquement et socialement responsables de petite taille face aux multinationales prédatrices.

Paul Lannoye, président du Grappe

ZAD ET COMPAGNIE

Nul, parmi nos honorables lecteurs, n'ignore la signification de ces trois lettres ; pour les distraits et les mal-comprenants, rappelons tout de même que cela veut dire « Zone à Défendre ». La plus connue et emblématique étant celle qui s'étend sur à peu près 1.600 hectares, là où, il y a 40 ans on projetait la construction d'un aéroport, aux environs de Nantes pour, déjà, paraissait-il, « désengorger » l'aéroport existant. 40 années au cours desquelles et de mille façons, des irréductibles se sont mis en tête de résister à ce projet à leurs yeux inutile et, surtout, menaçant un territoire riche de par sa faune, sa flore et ses habitants, paysans installés là depuis des lustres, rejoints, au fil du temps par des dizaines de sympathisants. Lesquels, venus de tous horizons, écologistes, anarchistes, altermondialistes..., ont constitué et entretenu une manière de société ouverte et imaginative, en rupture avec les dogmes dominants en matière d'agriculture et, surtout, à l'encontre des pratiques usuelles en matière d'échange et de collaboration entre les gens. Après d'âpres débats au sommet de l'État, le Premier ministre Édouard Philippe annonçait récemment et à contre cœur, sûrement, l'abandon du projet de construction du champ d'aviation. Les choses auraient pu en rester là : on abandonnait à leur sort, dans un même mouvement, les quelques centaines de personnes qui occupaient les lieux et on les laissait vaquer à leurs petites affaires de gestion de potager, d'élevage de vaches, chèvres et moutons, de plantations de vergers et autres innocentes activités de la manière qu'ils voulaient.

Mais, bien évidemment, la République étant « une et indivisible », c'est tout le contraire qui arriva. Il fallait donc, à toute force, déloger ces farfelus et rendre à Notre-Dame-des-Landes un visage conforme à « l'État de droit », comme ils disent. Car enfin, c'est vrai, tout de même : alors que nous avons à disposition, à la périphérie de nos riantes et verdoyantes cités de formidables Grandes Surfaces où l'on trouve absolument de tout et pour pas cher - des légumes et des fruits agrémentés de produits dont les fabricants nous assurent qu'ils ne nuisent en rien à notre santé et on ne demande qu'à les croire -, des montagnes de yaourts, des fromages de toutes sortes, du vin de France, de Navarre et d'ailleurs encore, de la bière, des sodas ; enfin, des tonnes et des hectolitres de tout ce qu'on veut, il y a ces gens, là, qui font leur pain, cultivent leur petit lopin de terre, construisent de ridicules cabanons et, le soir venu, palabrent à n'en plus finir afin de régler tel ou tel contentieux ou autre problème de gestion de ceci ou de cela. Tout cela est-il bien raisonnable ?

Oui. Car, redevenons sérieux : ce qui se joue dans ce coin de campagne, ce qui s'y passe depuis quarante ans, le visage réel de cette formidable aventure est, bel et bien, la démonstration de ce que c'est l'autre versant de l'affaire, le côté ignoble et catastrophique de la chose en question qui est *en pratique* remis en question et de magistrale façon par les habitants de la ZAD. Non, les choses ne peuvent plus continuer à aller comme elles vont. Oui, le système dominant de la production, des échanges, de la distribution et les moyens et ressources énergétiques mis en œuvre ne sont plus supportables. Oui, le monde, ses habitants - des hommes aux plus petits insectes en passant par les oiseaux, les mammifères, les animaux marins - sont en sursis et, oui, l'effondrement de tout, sous une forme ou sous une autre est là, sous notre nez - qui est bouché comme nos yeux qui refusent de voir. Mais voilà, des dizaines d'années de propagande et de bourrage de crâne, sous le couvert du bel et désirable progrès et de ses bienfaits de toutes sortes, ont fait de nous de gentilles et bornées créatures, tout entières dé-



Illustration: Arnaud Lorne

vouées à participer benoîtement à cette glorieuse et historique entreprise.

Maintenant, de plus en plus, est apparue l'évidence que nous n'étions que les pions d'une stratégie à l'œuvre partout et bien au-delà de la conscience que nous avons de la nature de ce qui se jouait et se joue encore, pour notre malheur. On sait maintenant qu'une poignée de salopards possède la quasi-totalité des richesses produites par les esclaves modernes que nous sommes. On sait que ces crapules sont prêtes à TOUT pour engranger et engranger encore et tant et plus de ce bel argent qui les a rendus fous. On sait aussi que la plupart de ceux qui prétendent ou possèdent le pouvoir politique de nous « mener en bateau » de mille façons sont inféodés aux puissances financières, qu'ils n'en sont que la courroie de transmission et qu'ils exécutent les ordres que les propriétaires du monde leur donnent. Toutes les catastrophes, naturelles ou autres sont la conséquence de l'implacable logique marchande, de l'économie devenue cette machinerie affolante à laquelle toutes et tous sont tenus de se plier. Ce monde est devenu une gigantesque poubelle et nul éboueur n'est en mesure de gérer son contenu. On continue de mourir de faim dans les lointaines contrées africaines où sont exploitées les matières premières qui servent à la fabrication des gadgets de toutes natures dont nous sommes devenus les esclaves hébétés.

Et, pendant que ceux de Notre-Dame-des-Landes montrent l'exemple de la seule manière de vivre dignement, librement, la tête haute et le cœur joyeux⁽¹⁾, une poignée de milliardaires convoquent un éminent spécialiste de la collapsologie qui est, comme on le sait, la « science » de l'effondrement qui vient, afin de lui demander les meilleurs conseils en matière de survie, loin et protégés du contact des masses encombrantes⁽²⁾. D'autres sont déjà à l'abri relatif de cités construites rien que pour eux, protégées par des milices privées ; certains en sont à faire construire des bunkers de béton enfouis dans le sol.

Quand tout sera consommé, ils sortiront de leurs tanières et n'auront pour seule distraction que la contemplation du désastre dont ils auront été les artisans, avec notre complicité forcée, et aucun tribunal, jamais, ne pourra juger de leurs crimes.

Jean-Pierre L. Collignon

(1) Pour aller plus loin : Collectif (Alain Damasio, Virginie Despentes, David Graeber, Bruno Latour, Pablo Servigne, Vandana Shiva...), dir. Jade Lindgaard, *Éloge des mauvaises herbes*. Ce que nous devons à la ZAD, Les Liens qui Libèrent, juin 2018.

(2) <https://aspirale.org/texte-575-douglas-rushkoff-de-la-survie-des-plus-riches.html>

BALKANISATIONS PLANIFIÉES ET MODESTES MOYENS D'Y RÉSISTER

On parle toujours plus de prétendues menaces russes, de dangers considérables qui seraient liés aux musulmans, de soi-disant oppositions ancestrales chiïtes-sunnites, juifs-arabes, etc. Pour questionner tout ça, il est très intéressant de se pencher sur une région qui est devenue le symbole des difficultés entre communautés. Et sur un événement assez récent qui lui est lié : la clôture du tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, fin 2017. Les derniers verdicts contiennent des données très interpellantes mais perdues dans les milliers de pages et, le plus souvent, ignorées par les médias dominants.

Ces données se trouvent surtout dans le jugement de Radovan Karadžić⁽¹⁾. Elles mettent considérablement en question les accusations occidentales contre une partie des ex-Yougoslaves et l'un de leurs représentants, Slobodan Milošević, considéré comme l'un des principaux responsables des bains de sang dans cette région.

Milošević désapprouvait et a critiqué de façon répétée l'objectif d'expulser Croates et musulmans

Les plus importantes des données en question : Milošević désapprouvait et a critiqué de façon répétée l'objectif des dirigeants des Serbes bosniaques d'expulser Croates et musulmans de toute une partie de la Bosnie⁽²⁾. Le but de Milošević n'était manifestement pas la création d'une « Grande Serbie » mais le maintien de la fédération yougoslave⁽³⁾. Lors d'une réunion avec Karadžić et Mladic, en 94, il a déclaré : « *Il faut protéger tous les membres des autres nations et ethnies, et l'intérêt national des Serbes n'est pas la discrimination* »⁽⁴⁾. Il a encouragé la recherche d'un accord politique et critiqué le fait que les Serbes de Bosnie, qui ne représentaient qu'un tiers de la population de cette république, revendiquaient la moitié de son territoire⁽⁵⁾. Les représentants politiques de la Serbie ont également accusé les dirigeants des Serbes bosniaques de crimes contre l'humanité et de « nettoyage ethnique »⁽⁶⁾.

L'HISTOIRE OCCULTÉE

Tout cela aurait dû susciter enfin de vrais débats et de nouvelles recherches sur le sujet, et sur des faits en partie très graves dénoncés par une poignée de journalistes et autres acteurs reconnus :

- les communautaristes ne se trouvaient absolument pas que du côté des Serbes mais aussi, entre autres, de celui des dirigeants des Croates (ultra-nationalistes)⁽⁷⁾ et des Bosniaques musulmans (dès les années 80, Alija Izetbegovic voulait « *réislamiser les musulmans* » et son parti a écarté les courants plus séculiers⁽⁸⁾).

- Comme tant d'États, la Yougoslavie avait d'importants problèmes économiques et bénéficiait en par-



ticulier de crédits états-unis. Peu avant le conflit, ceux-ci ont été supprimés et, condition à leur rétablissement, des élections séparées, dans chaque république, ont été exigées, dont les résultats devaient être envoyés à Washington. Selon plusieurs analystes, ces manœuvres ont sciemment et très fortement favorisé les conflits entre républiques⁽⁹⁾.

- Les USA ont collaboré avec des djihadistes, notamment saoudiens, en Bosnie⁽¹⁰⁾.

Les occidentaux impliqués ont écarté ceux qui tentaient de dialoguer, en particulier le représentant des Kosovars albanophones, Ibrahim Rugova

- Les médias de l'ouest se sont acharnés sur les Serbes uniquement⁽¹¹⁾.

- Concernant le conflit au Kosovo, les choses sont encore plus claires. Les occidentaux impliqués ont écarté ceux qui tentaient de dialoguer, en particulier le représentant des Kosovars albanophones, Ibrahim Rugova, soutenu pourtant par la majorité de sa communauté, et luttant pacifiquement pour les droits de celle-ci. Des médias et « intellectuels » français l'ont même calomnié⁽¹²⁾. Les USA ont aussi sabordé les négociations en imposant aux Serbes des conditions inacceptables⁽¹³⁾. Les chiffres réels des morts albanophones ont été multipliés par plus de 100 dans les médias occidentaux (500.000 déclarés, 3.000 réels, dont les combattants)⁽¹⁴⁾. L'UCK, soutenue par les occidentaux concernés, est une organisation communautariste, brutale et mafieuse⁽¹⁵⁾. Le conflit a permis aux USA d'installer

dans cette région une grande base militaire⁽¹⁶⁾. Etc.

Les interventionnistes de l'Ouest ont donc des responsabilités extrêmement lourdes, dans ce conflit. Les motifs les plus vraisemblables, derrière ses manœuvres ? Le pays était hors de l'OTAN et du champ de contrôle des USA, ainsi que bien situé pour une base états-unienne.

UNE INTERVENTION SI HUMANITAIRE

Malgré tous ses défauts, le système yougoslave présentait des aspects vraiment intéressants : autonomie culturelle et en partie politique des régions et communautés, plusieurs langues officielles et co-officielles...⁽¹⁷⁾ Toute une diversité de groupes culturels y a cohabité, pendant des décennies.

Comparons à la situation au lendemain de ces guerres : partout, ou presque, les communautaristes sont au pouvoir : droite ultra-conservatrice en Serbie (où Milošević a été remplacé par Vojislav Koštunica, soutenu par l'église qui avait condamné le même Milošević pour tous ses gestes conciliateurs, puis applaudi ce remplacement⁽¹⁸⁾) ; parti d'Izetbegovic en Bosnie ;

ultra-nationalistes en Croatie (et aujourd'hui, même néo-oustachis⁽¹⁹⁾) ; gangsters ethnocrates dans une partie du gouvernement kosovar, etc. Sans oublier, bien sûr, les nombreux morts et blessés.

PETITS BALKANS DE L'OUEST, PETITES RÉSISTANCES

Tout ça devrait donc nous rendre plus critiques sur les discours qui alimentent la peur d'une série de nations et communautés. D'autant qu'ils sont tenus par les milieux qui ont attisé les conflits en ex-Yougoslavie (comme en Syrie, Lybie, Iran et Irak, etc.)⁽²⁰⁾

(1) Elles ont été mises en valeur par A. Wilcoxon.

(2) Jugement de Karadžić, § 3460 – http://www.icty.org/x/cases/karadzic/tjug/en/160324_judgement.pdf

(3) Ibid.

(4) Ibid., § 3288.

(5) Ibid., § 3290.

(6) Ibid., § 3290.

(7) <https://www.cairn.info/revue-cites-2003-2-page-91.htm#re8no8> – site associé à la BNF.

(8) Ibid.

(9) Ganser, D., *Guerres illégales*, Demi-Lune, 2017 (chap. 11).

(10) Ibid.

(11) « Kosovo, le Bénéfice du doute », *France Inter*, 30/05/13.

(12) « Mémoire du mal, tentation du Bien... », *France Culture*, 11/07/17.

(13) *France Inter*, émission cit., 2ème partie.

(14) *France Culture*, émission cit.

(15) *France Inter*, émission cit.

(16) « Une prison secrète américaine... », *Le Monde*, 25/11/05.

(17) <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ex-yougoslavie.htm>

(18) *Cairn.info*, article indiqué. (19) « En Croatie, la mémoire... », *Le Monde*, 2/6/16.

(19) « En Croatie, la mémoire... », *Le Monde*, 2/6/16.

(20) Ganser, op. cit.

DOSSIER

LES CENSEURS DU JOURNAL *LA LIBRE* : LE CAS *FINANCITÉ*

Ce ne sont pas les fourmis qui portent à la reine les denrées qu'elles ont trouvées sur leur chemin qui seront les plus propices à le rebrousser et décider de faire autre chose que de nourrir le chef. Il en est de même parmi la gent humaine : la plupart étant enchaînés à ce qu'ils ont fini souvent par considérer comme leurs responsabilités, ils ne sont pas prêts à reconnaître que leur chemin est continuellement balisé et qu'il serait temps d'emprunter les voies hors des sentiers battus. En disant « choisir » de ne pas faire autrement, alors qu'un long travail d'aliénation se dissimule derrière leur choix, ils entérinent leur servitude volontaire.

C'est le panoptique de Bentham : persuadés d'être regardés en permanence par les gardiens (les chefs), les prisonniers en viennent à intégrer ce regard et à anticiper les réponses à donner : ils s'auto-surveillent. Et pour ne pas rendre cette situation mentalement intenable, les plus malléables en viennent à se persuader que cette surveillance de soi-même est tout à fait volontaire et constitutive de leur personne, « oubliant » le contrôle externe et se croyant désormais libre. Les autres, par contre, ceux qui ne sont pas encore - totalement - embrigadés (dont nous faisons à différents niveaux partie), quand ils sont au contact des fourmis dressées, risquent toujours de commettre des « erreurs », c'est-à-dire de ne pas répondre aux besoins et désirs du chef que les fourmis domestiquées connaissent implicitement et ont fait leur. Encore animés par une envie de liberté, certains prennent le dessus sur les intérêts et refusent la vile servitude.

Les « accrochages » entre la pensée embrigadée et sa police et des bribes de pensée libre, se passent dans les fourmilières : les huis-clos des rédactions, les bureaux de direction, les brimades et mortifications quotidiennes. À de rares occasions toutefois, elles sortent du silence qui protège ceux qui ont intérêt à ce que le spectacle de la liberté d'expression et de la démocratie se maintienne : quand certains décident de quitter la fourmière et de dénoncer ce qu'il s'y passait⁽¹⁾, quand une fourmi fait une erreur, dit ce qu'il ne faut pas dire⁽²⁾ ou quand l'interviewé n'offre pas la réponse que le journaliste attendait⁽³⁾, par exemple.

Cette occasion rare, nous avons eu la chance de la connaître, de bénéficier de toute la trame de l'intervention de la police de la pensée. Des premiers avertissements de certains serviteurs zélés du patronat belge qu'on trouve dans le quotidien *La Libre*, à la rupture de la collaboration avec le magazine *Financité* dont nous avons longuement interviewé le rédacteur en chef. Car si l'enrichissement des grandes fortunes n'a pas de limite, la liberté d'exprimer son écœurement face à cette indécence et la volonté d'incarner ceux qui en Belgique sont les bénéficiaires de l'accaparement des biens communs, sont des crimes de lèse-majesté qui imposent, eux, des limites : oser dénoncer un personnage dont l'institution participe au financement des armes nucléaires, mais « malheureusement », fait aussi partie du conseil d'administration du journal, tout cela dépasse l'entendement... ac-

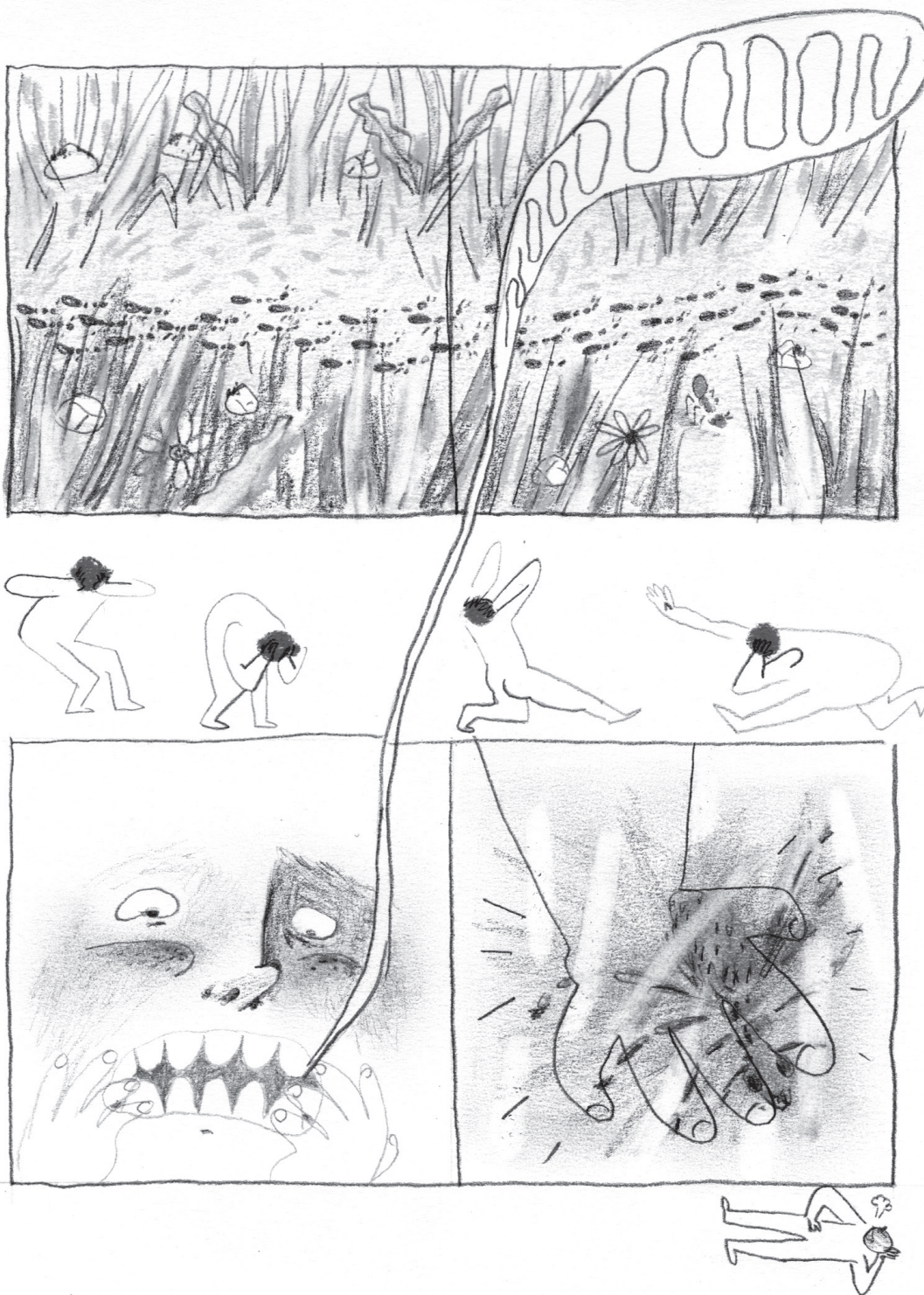


Illustration : Noelia Diaz

tionnaire. C'est le système *Libre*, dont nous détaillons dans ce dossier les rouages.

Certes, ces occasions nous aident à situer plus précisément le talon d'Achille des puissants : ils craignent que des informations puissent nourrir la colère du peuple ; ils ont peur qu'on identifie ceux qui l'étouffent et sont les architectes de la pauvreté, informations qui pourraient, on ne sait jamais, instiller l'esprit révolutionnaire.

Ce dossier ne sera pas là pour vous convaincre que la presse de masse est inutile à la propagande industrielle et financière, au contraire. Alors, faudrait-il se replier sur la chaîne publique ? Oui, mais quand son conseil d'administration laissera la place aux citoyens, éradiquera les intérêts partisans et ceux qui les portent, et mettra à la porte ces managers comme Jean-Claude Phillipot, copain du pouvoir et des patrons lequel s'il devait encore lui arriver de douter du bien-fondé de ses agissements et vivre ce conflit interne propre à la dissonance co-

gnitive⁽⁴⁾, sera apaisé en se rappelant son cachet annuel de 350.000€.

Dossier réalisé par Alexandre Penasse

(1) Voir *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, d'Alain Accardo (Éditions Agone, 2007) et notamment, plus récemment, le témoignage d'Aude Lancelin, *Le Monde Libre*, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2016.

(2) La veille du lancement du Mondial 2018, Anne-Sophie Lapiex déclare au JT de 20h France 2 : « La Coupe du monde débute demain et on va pouvoir regarder des millionnaires courir après un ballon. En cinq ans, l'enveloppe du Mercato a triplé (...) ». Cela déclenche un tollé, une vague d'indignation médiatiquement orchestrée, qui en dit long sur la possibilité de dire des vérités dans les médias, surtout dans ce domaine qui touche au spectacle des inégalités.

(3) Voir la réponse de Xavier Mathieu, délégué syndical CGT, à David Pujadas, dans le *Kairos* de février-mars 2016.

(4) Voir Dossier « Le journalisme existe », *Kairos* novembre-décembre 2016.

« ENLEVONS DEGROOF PETERCAM QUI FAIT PARTIE DE NOTRE CA, ÇA POSE PROBLÈME » Flagrant délit de censure à *La Libre*

En mars 2018, la collaboration entre le magazine Financité et La Libre prenait subitement fin, après 12 années pendant lesquelles le premier fut trimestriellement encarté dans le second. Retour sur un cas de censure avéré, typique d'un contrôle de la pensée, généralement plus insidieux, propre à nos sociétés « modernes ».

Kairos : Décrivez-nous en quelques mots ce qu'est le magazine Financité ?

Julien Collinet : *Financité* magazine naît il y a 12 ans. À la base, *Financité* était une association qui informait uniquement le public sur tout ce qui a trait à l'investissement solidaire. Elle est ensuite devenue une association d'éducation permanente avec une mission d'information et de sensibilisation par rapport à la finance en général. Ensuite, il y a eu une évolution vers des thématiques beaucoup plus larges et un intérêt pour davantage de choses. Du coup, ce magazine qui au départ était consacré uniquement à l'investissement solidaire s'est transformé en quelque chose de plus critique autour de la finance, de sujets économiques globaux et leurs implications sur les gens, en travaillant par exemple sur la spéculation alimentaire. Il faut savoir que dès le deuxième numéro, le magazine était encarté dans *La Libre Belgique* mais nous le distribuions aussi dans 400/500 lieux de dépôt en Wallonie et à Bruxelles : des cafés, des CPAS, des Maisons médicales, etc., plus nos abonnés qui le reçoivent par la Poste.

Quelles ont été vos relations avec *La Libre* au départ et par la suite ?

C'était vraiment très bien. On avait nos rendez-vous annuels, j'échangeais toujours avec eux. Il faut savoir qu'ils avaient en charge l'impression du magazine, ils étaient très contents, avaient de très bons retours de leurs lecteurs. Les gens pensaient même souvent que c'était un supplément de *La Libre Belgique*. On m'a toujours dit que ça les arrangeait, leur faisant un contenu rédactionnel de qualité en plus. Il n'y a donc jamais eu aucun reproche, jusqu'à un numéro de septembre 2017.

Donc aucun rappel, même quand vous traitiez des sujets un peu « délicats » ?

Jusqu'à ils ne nous ont jamais rien dit. Il n'y a jamais eu un petit reproche ou une simple discussion sur le contenu. On se sentait vraiment libre de publier ce qu'on voulait.

La collaboration s'arrête brusquement il y a quelques semaines, expliquez-nous comment cela s'est passé ?

Comme je disais, jusqu'en septembre 2017, il n'y a pas eu de problèmes, ça allait chaque fois de mieux en mieux. Ils nous offraient plus d'opportunités, étaient dans une démarche pour qu'on continue et qu'on renforce le partenariat. Puis il y a ce numéro en 2017 qui portait sur les inégalités, avec une photo d'Albert Frère en couverture. Mon choix alors était de traiter les inégalités et de les incarner, pas de dire « *les inégalités dans le monde* », mais montrer qui sont ses représentants. Ainsi, en ouverture du dossier il y a notamment les 8 hommes les plus riches du monde, ce qui ne posait pas de problème du tout à *La Libre*. Mais c'est une semaine après la parution qu'on reçoit un mail qui nous indique que ça a fait beaucoup de remous au sein de *La Libre*...

Petite précision ici, ils ne contrôlent donc pas ce qui va sortir, c'est après qu'ils réagissent en fonction des retours qu'ils ont eus.

Il faut savoir qu'on envoyait le magazine pour impression le mardi et en général il était imprimé le mardi après-midi. Mais vu qu'ils nous faisaient totalement confiance, il n'y avait pas de relectures. Bref, on reçoit un mail de la personne qui s'occupe du partenariat, qui nous dit que ça fait beaucoup de remous et qui veut qu'on se rencontre, notamment avec le directeur général d'IPM, Denis Pierrard, ancien directeur général de *Libération* en France.



Donc, vous allez à cette réunion...

On va à cette réunion qui a lieu deux ou trois semaines après. Je m'y rends avec le directeur de *Financité*, pour retrouver la personne qui gère le partenariat ainsi que Denis Pierrard. En gros, ils nous expliquent qu'ils ont eu des coups de fil, que son conseil d'administration s'est levé contre cette Une, qu'on aurait dit un tract du PTB, que c'est vraiment démagogique, que nos infos n'étaient pas solides, qu'on mettait des gens en cause qui sont proches de *La Libre*, que ça, ce n'est pas acceptable, etc. Nous citons notamment dans le dossier des grandes familles au patrimoine important en Belgique, la famille Emsens par exemple, qui s'enrichit grâce au commerce de l'amiante. À ce sujet, ils nous disent que ce n'est pas solide⁽¹⁾.

« *La famille Emsens (3,3 milliards € de patrimoine) s'est enrichie grâce au commerce de l'amiante, via sa société Eternit. Ces gens ont tué des milliers de personnes à cause de leurs produits nocifs et on laisse leur fortune prospérer* »

(*Financité*, septembre 2017)

Qu'est-ce que vous leur répondez ?

Sur le fait, on l'a laissé parler, j'ai vraiment trouvé ça ubuesque, assez violent qu'on remette notre travail en cause comme ça. Ils ajoutent aussi que c'est malhonnête de pointer du doigt Albert Frère comme ça, alors que c'est quelqu'un de très généreux.

C'est un mécène.

Oui, un philanthrope... Ils ajoutent que même s'il avait fait de l'évasion fiscale (sic), ce n'est pas illégal. C'est peut-être immoral mais, bon, on n'a pas le droit d'en parler. Déjà avant, dans le mail, ils nous demandaient, évoquant le logo de *La Libre* inscrit sur le site de *Financité* et sur le magazine, de retirer tout cela immédiatement, ne voulant plus y être associés de près ou de loin.

À ce moment, ils nous posent plusieurs conditions. Outre de retirer le logo, ils veulent qu'à l'avenir, si on continue le partenariat, on indique que nos propos n'engagent nullement la rédaction de *La Libre*. On n'avait pas de soucis par rapport à cela, ça nous paraissait même honnête. Mais ils nous obligèrent aussi à ce que le journal soit relu avant publication et qu'ils puissent exiger des modifications. Cela nous engageait donc à fournir le matériel une semaine avant. Qu'il y ait un délai, pas de soucis, on pouvait s'arranger, le journal paraît tous les trois mois.

Malgré que vous indiquiez que les propos du magazine *Financité* n'engageaient nullement *La Libre*, ils demandent un droit de regard et de modification ?

Oui, et nous avons à ce moment réfléchi à cela, car premièrement, ça nous poserait un problème s'ils devaient un jour nous demander d'enlever une information et, deuxièmement, il y a quand même implicitement dans ce cas une forme d'autocensure qui apparaît car on sait qu'on peut se faire retoquer si on écrit quelque chose qui ne leur plaît pas. Mais on va finalement accepter car cela nous permettait quand même d'avoir une distribution énorme pour un petit journal comme ça.

60.000...

Oui, le samedi ils en impriment 60.000. Cela nous permet d'avoir une audience qu'on ne pourrait avoir nous-mêmes par nos petits moyens. On a donc continué, tout en réfléchissant à ce qui pourrait se passer.

Puis, le numéro de décembre arrive.

Oui, le numéro de décembre arrive, qui ne porte pas du tout sur un sujet polémique, puisqu'il traite des coopératives comme réponse à l'uberisation, pour laquelle je prends l'exemple des livreurs à vélo, Delivero, etc. Mais en fait, il y a un autre article, qui se trouve dans les « pages zoom » que publie *Financité* [L'association] et que moi je vulgarise un peu. Là, j'essaie quand même de les tester et je mets une petite référence à Albert Frère, dans un article qui porte sur

Le 12 déc. 2017 11:05, [redacted] a écrit :
 Bonjour [redacted]

Merci pour la nouvelle version
 Très chouette numéro

Ceci étant, le titre faisant référence à la Belgique ne reflète pas le contenu du texte.
 Dans l'article, il y a genre 1 ligne sur la Belgique

Désolée de vous ennuyer avec ça mais dans l'ambiance actuelle nous sommes plus que jamais attentifs en Libre Belgique à veiller à véricité et la vérification des sources.

Nous avons déjà été trop souvent pointés par la SDR ou autres pour des erreurs de textes non réalisés par notre rédaction mais que nous devons assumer car encartés dans nos pages, je ne fais pas allusion à vous mais j'aimerais autant que possible éviter de vous ajouter à la liste et de devoir défendre notre partenariat auprès de ces instances.

Cordialement,
 [redacted]

Sent: mardi 12 décembre 2017 11:27
 Subject: RE: Financité

Bonjour [redacted]

J'enlève "Belges" dans le titre dans ce cas.

Merci de me confirmer rapidement on est en train de boucler

la façon dont les riches sont, forcément, ceux qui utilisent le plus les paradis fiscaux. Donc, rappelant les inégalités, je fais une petite phrase sur Albert Frère pour rappeler comment celles-ci sont fortes et j'indique combien pèse son patrimoine par rapport à celui des Belges. Et là, ça ne rate pas, ils me demandent de l'enlever, directement.

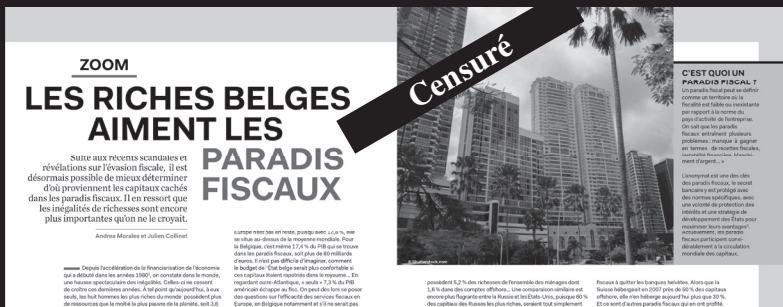
Mais le papier montre également que les riches belges font plus d'évasion fiscale que la moyenne européenne, justifiant que je titre « Les riches belges aiment les paradis fiscaux ». Et là, pareil, on me demande d'enlever « belge ». C'est pas grand-chose, mais...



ZOOM : Les riches Belges aiment les paradis fiscaux



ZOOM : Les riches aiment les paradis fiscaux



C'est pas grand-chose, mais ça veut dire beaucoup de choses.

Ça veut dire qu'on peut taper sur les riches globalement mais pas sur les familles belges (et ça on va l'apprendre après, le comprenant clairement quand ils annuleront le numéro de mars 2018) parce que les conseils d'administration des groupes de presse sont composés de personnes défendant les intérêts de ces familles. Dans ce cas, ils nous préviennent deux heures avant le bouclage, on avait bossé deux mois dessus, on n'allait pas dire : « On annule tout ».

Donc à contre cœur...

... on l'enlève au final.

C'est violent. Et donc après ?

Le numéro de mars aborde la question du service public. À nouveau, le sujet est relu. Dans le premier mail qu'on m'envoie, on me dit : « *Dorian* [Dorian de Meeûs] *a relu* ».

Le rédacteur en chef de La Libre Belgique.

Oui. Ce qui est intéressant, c'est que quand nous avons par après décidé de rendre publique cette affaire en publiant un communiqué de presse, Belga interviewe Denis Pierrard, directeur d'IPM, qui dit : « *La rédaction n'avait aucun lien avec ça, elle n'est jamais intervenue dans le contenu* », alors que c'est le directeur de la rédaction de *La Libre* qui a vérifié et ensuite demandé des modifications dans ce numéro-là.

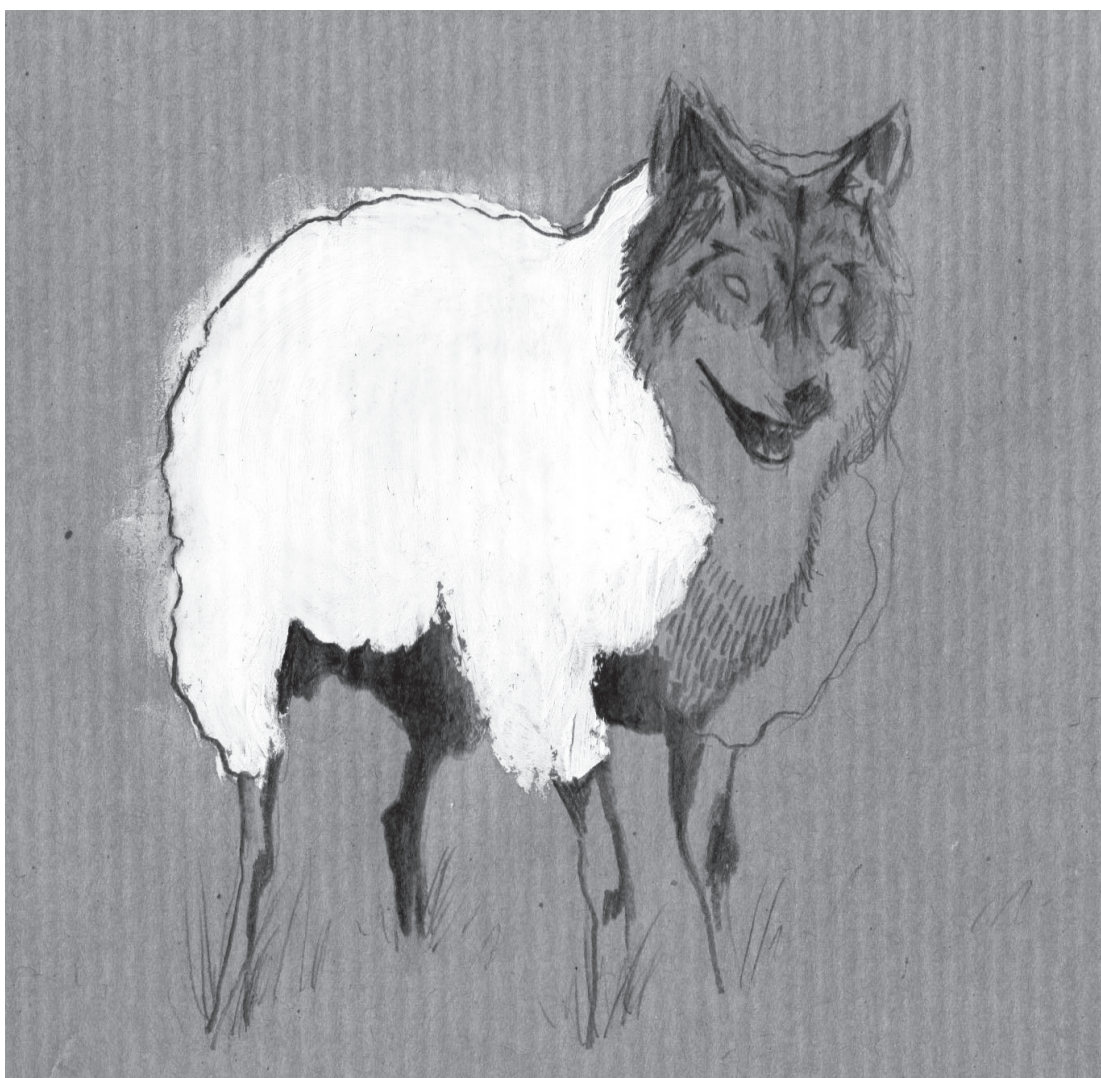


Illustration : Aude Rambaud

(1) <http://www.dhnet.be/actu/faits/le-baron-cartier-industriel-belge-discret-rattrape-par-l-amiante-51b7666ae4b0de6db97b80d0>

Tu penses donc que le directeur de rédaction vérifie et ne demande pas l'avis de quelqu'un d'autre. Il sait lui-même ce qu'il faut censurer, ce qui ne va pas plaire aux actionnaires ?

Oui, tout à fait. La personne qui gère les partenariats, écrit dans son mail : « *Dorian a relu, il a trouvé le dossier super* », etc. Elle brosse un peu dans le sens du poil, ajoutant toutefois : « *Mais il y a deux choses qu'on ne peut pas accepter, notamment dans le courrier des lecteurs où on parle des inégalités et quelqu'un qui se dit écœuré de voir l'écart entre les revenus des patrons et ceux des travailleurs* », ce qui en soi, même si on peut trouver ça démagogique et tout ce qu'on veut, est vrai.

Mais surtout, il y a une brève qui pose problème, qui porte sur un rapport publié par une ONG islandaise montrant que certaines banques belges ont des investissements dans l'armement nucléaire. J'y cite des banques, dont Degroof Petercam, ce qui se révélera important plus tard. Je sais que Degroof est au CA de *La Libre*... En gros, il m'explique que c'est vraiment trop simple, qu'on ne peut pas résumer un sujet aussi compliqué en une brève, que ça demanderait beaucoup d'explications.

Le 27 mars 2018 à 14:00 [redacted] a écrit :
 Bonjour [redacted].
 Dorian est revenu vers moi après relecture. Il n'y a rien à modifier dans les dossiers, ils sont tops !
 Voici les remarques :
 - Sur la Une, ajouter la mention : Supplément édité par Le Réseau Financé. Le contenu n'engage en rien la rédaction de La Libre Belgique (phrase que tout supplément non redac doit afficher en Une, même moi quand je fais mes actions dans LIB, je dois l'indiquer)
 - Retirer le logo de La Libre en page 2 comme demandé en 2017
 - Page 3 : La colonne de gauche avec les 4 pavés devrait être retirée ou remaniée. En particulier les 2 derniers qui ne sont pas tout à fait corrects ou en tout cas avec un raisonnement un peu simpliste
 - Page 12 : La partie « Les banques chevilles ouvrières... » pose également souci car on peut difficilement incriminer des banques ou tout autre secteur sur un sujet aussi sensible que le nucléaire dans une simple brève.
 Je reste à ton entière disposition si tu as des questions

From: [redacted]
 Sent: mardi 27 mars 2018 11:21
 To: [redacted]
 Subject: FW: [redacted] vous a envoyé des fichiers avec WeTransfer
 Bonjour [redacted]
 Merci pour les PDF ! Beau numéro !
 Notre redac chef rellit cela et je reviens vers toi asap
 Cordialement,
 [redacted]

Champagne pour les CEO du BEL20

Il est écœurant de voir l'écart entre les revenus des patrons et ceux des travailleurs qui sont exploités jusqu'à mettre en péril leur santé. Cela me dégoûte. Faudra-t-il une révolution pour modifier cette situation ?
Christiane Peraux

2017, record historique des dividendes

Les grosses entreprises internationales bénéficient d'intérêts notionnels, ne paient quasi pas d'impôts. Et puis, elles distribuent des dividendes plantureux sur ce qu'elles ont détourné (légalement, certes...) de la collectivité. Tant que les politiques seront ultra-libérales, que ce soit au niveau national ou européen, rien ne changera... Le manque à gagner implique des restrictions dans la sécurité sociale...
Francis Caignet

From: [redacted]
 Sent: mardi 27 mars 2018 16:43
 To: [redacted]
 Subject: Re: [redacted] vous a envoyé des fichiers avec WeTransfer
 Bonjour [redacted]
 Effectivement pour le logo, c'est une erreur. Le graphiste qui a monté le magazine, n'est pas le même que la dernière fois, nous le supprimons.
 D'accord pour la mention en Une également.
 En revanche pour les deux autres remarques, nous ne pouvons revenir dessus. Nous publions un courrier de nos lecteurs depuis le début de la nouvelle formule datant de 2015.
 Enfin concernant la brève sur le financement des armes nucléaires, elle est factuelle et repose sur un rapport qui existe depuis plusieurs années (voir rapport en pièce jointe, ainsi que le communiqué de presse de la coalition belge contre les armes atomiques et de l'Arfin), qui a d'ailleurs fait l'objet d'une dépêche Belga.

Le 27 mars 2018 à 18:00, [redacted] a écrit :
 Je comprends que cela soit factuel mais comme expliqué par téléphone, l'article pose quelques noms de banques en disant qu'elles sont les chevilles ouvrières des armes nucléaires, sans étayer et sans plus d'explication.
 Par ailleurs, comme vous le savez, Alain Siaens faisant partie de nos administrateurs, ne citons pas Degroof Petercam
 Comme expliqué, le problème n'est pas de dénoncer les choses mais la manière dont on le fait ☺
 Je vous propose le texte suivant qui je pense est plus correct sur un plan journalistique:
Titre :
 Les banques financent la fabrication de l'arme nucléaire
Texte :
 Les banques belges ont investi pour plus de 16 milliards de dollars dans la production et l'entretien des armes nucléaires. Une somme qui a augmenté de 10% par rapport à l'année précédente.
 C'est ce que révèle le rapport 2018 « Don't bank on the Bomb »
 Les établissements Deutsche Bank, ING, KBC et BNP Paribas Fortis sont concernés.
 Cette dernière est d'ailleurs la plus active dans ce domaine avec 8,6 milliards de dollars investis.
 BNP souligne cependant avoir revu sa politique en matière d'investissement dans le secteur de la défense
 Au niveau mondial, les banques ont placé 525 milliards \$ dans cette industrie.
 L'ONG PAX à l'origine du rapport signale que de plus en plus d'institutions financières mettent en place des politiques pour ne pas investir dans le secteur
 Concernant les 4 pavés des lecteurs, comme dit précédemment, ils sont un peu excessifs et simplistes entre celui qui appelle à la révolution et celui qui met tous les patrons dans le même sac.
 J'imagine que vous pouvez remplacer ces 4 interventions par d'autres plus pertinentes
 J'espère que ces alternatives vous conviendront
 Pour rappel, nous imprimons demain à 10H00, nous devons donc envoyer les pages pour 9H30
 Bonne fin de soirée
 Cordialement
 [redacted]



La direction de *La Libre* voulait supprimer la référence à **Degroof Petercam**, ainsi que le terme « **tout de même** », changer le titre et ajouter la phrase sur **BNP** (voir encadré Mail du 27 mars à 18h)

FW: [redacted] vous a envoyé des fichiers avec WeTransfer
 27 mars 2018 à 18:54
 Bonjour [redacted]
 Pour nous, il est inacceptable d'enlever le nom d'une des banques citées, surtout pour la raison évoquée. Question de déontologie.
 Par ailleurs la source, sérieuse, est expressément citée, le lecteur a donc toute possibilité de creuser le sujet.
 Nous ne pouvons donc accepter votre proposition de modification.
 Quant à la rubrique reprenant les opinions des lecteurs, elle doit demeurer un espace de libre expression du moment qu'elle ne comporte pas de propos injurieux, ce qui n'est ici pas le cas. Ces expressions sont certes tranchées, mais reflètent complètement l'ensemble des témoignages que nous recevons.
 Le fichier sans logo et la mention en Une stipulant que la publication n'engage en rien La Libre Belgique est disponible ici : https://wetransfer.com/downloads/7785ad277aa4d02b23f08e5b455d3ae220180327163326/a2a20130c44ed358c54919ca29e23c8020180327163326/8f3011?utm_campaign=WT_email_tracking&utm_content=general&utm_medium=download_button&utm_source=notify_recipient_email
 Bonne soirée,
 Cordialement,
 [redacted]

C'est de Meeûs qui dit cela ?

Non, c'est l'intermédiaire mais j'imagine que les ordres viennent d'en haut. Bref, il y a des échanges de coup de fil. Moi je me défends, dis que c'est factuel, etc. Je sais donc que c'est cela qui pose problème. Après plusieurs échanges de mails, on m'envoie un message : « *Ok, on a discuté avec Denis Pierrard et avec Dorian [de Meeûs]* », m'indiquant par après au téléphone : « *Ce n'est pas possible, on vous fait une proposition* ». Et là il m'envoie par mail une proposition : « *Enlevons Degroof Petercam qui fait partie de notre conseil d'administration, ça pose problème* ».

Parce qu'il y a le fameux Alain Siaens qui est au CA ?

C'est ça. Ils disent « *Siaens fait partie de notre conseil d'administration* ».

À ce moment-là, que leur dis-tu ?

Je dis que ce n'est pas acceptable et je refuse leur demande. À ce moment, je sais qu'on ne va pas être publié. Le lendemain, normalement jour de la publication, ils m'appellent et là je suis obligé de les

pousser pour qu'ils me disent eux-mêmes : « *En l'état, on refuse de publier ça* », et là on me dit « *C'est Patrice le Hodey, patron d'IPM (voir l'article dans ce dossier : « La galaxie le Hodey* »), qui a tranché »). C'est carrément le patron d'IPM qui a tranché pour une petite publication et une histoire de brève ! Donc là on a refusé. Ils ont quand même accepté d'imprimer le journal mais pas de l'encarter.

La Libre voulait donc que vous réécriviez le journal ?

Ils ont accepté en fait qu'on publie cette brève, après négociation, mais à condition d'enlever la Banque Degroof, qui est proche de *La Libre Belgique*, parce qu'un des administrateurs de Degroof est administrateur d'IPM.

Ce qui est fantastique, c'est que par un effet un peu de miroir, ça donne une idée de ce qu'ils peuvent dire et ne pas dire dans La Libre. Nous, avec Kairos, ça fait des années qu'on fait

une critique des médias, et donc de La Libre, ils nous ont toujours dit qu'ils étaient libres de faire ce qu'ils voulaient, cette fameuse « liberté de la presse » qu'on sait totalement fausse. Cela montre que le plus important pour les Belges, pour les lecteurs, n'est pas dit : les écarts de richesse, la manière dont l'argent part dans les paradis fiscaux...

Je n'irais pas jusque-là parce que *La Libre* publie des articles sur l'évasion fiscale, fait peut-être le minimum, mais...

Alors c'est tout à fait schizophrène ?

Disons que le coup de fil de l'actionnaire dans une rédaction, ça n'existe pas. La censure est implicite. J'ai bossé 5 ans avant à Canal+ à Paris. Jamais, avant Bolloré, Vivendi n'a appelé pour dire « *Ne faites pas ça* », mais la censure est implicite, j'ai plein d'exemples.

Ce qui est intéressant, c'est qu'il n'y a eu aucune censure avant septembre 2017.

Au fait, c'est simple : je pense qu'ils ne le lisaient pas. Mais un jour, les gens qui sont importants à *La Libre* reçoivent le journal du samedi et voient la tête d'Albert Frère, avec un article et un titre un peu provocateur. Alors ils regardent ce qu'il y a dedans. Et c'est ce qu'il s'est passé : ils m'ont dit au rendez-vous que j'avais eu avec Pierrard, qu'ils ont reçu des coups de fil, qu'il y a des gens importants qui se sont plaints. Par après, il y a eu un excès de zèle par rapport à notre publication qu'ils ont relue à trois fois afin d'éviter tous problèmes. Car des brèves comme ça, on a pu en faire 10 avant et ça passait à travers les mailles du filet. L'excès de zèle s'explique aussi parce que les gens qui sont très haut placés dans un journal sont payés pour ça : leur employeur ce sont les actionnaires et, à un moment, ils veulent sauver leur place.

Sans doute donc que ces gens importants ne lisaient pas *Financité* et s'y sont intéressés en voyant la couverture, mais en attendant ils lisent sans doute *La Libre* ?

Oui, effectivement (rire).

Est-ce que cet événement a changé ta perception des médias dominants, même si tu étais sans doute lucide là-dessus ? Est-ce que tu t'es dit : « *Là, je ne pensais quand même pas qu'ils pouvaient aller aussi loin* » ?

J'ai un certain parcours : j'ai fait une école de journalisme en France, j'ai travaillé dans des rédactions où la critique des médias n'était pas présente et où j'ai compris, parce qu'il y avait des problèmes, à quel point cette critique était pourtant importante. J'avais trouvé une certaine liberté ici chez *Financité*. Je trouvais que c'était le bon compromis : ça me permettait d'être embauché par une asbl, bien sûr ce n'est pas totalement indépendant mais au moins je n'ai pas d'actionnaires importants derrière moi, je trouvais que tout passait à l'époque. Ça n'a pas changé fondamentalement ma perception parce que c'est quelque chose que je savais.

Mais quand ça te tombe dessus...

Par contre oui, c'est violent. J'avoue que ça a été 6 mois assez durs au fait, personnellement.

On peut imaginer ce qu'il se passe dans ces rédactions-là quand on croit encore à la presse libre. Des gens comme de Meeûs et tous, ce sont des gestionnaires plus que des rédacteurs-chefs, ce sont des tampons entre les groupes de presse et le journal, ils savent ce qu'on peut dire, ne pas dire, ce que tu ne connaissais pas à *Financité*.

Effectivement. On ne va pas dans le bon sens aujourd'hui, quand tu vois le statut des journalistes. Il n'y a pratiquement que des indépendants, mais ce sont des faux indépendants, des gens qui sont sur des sièges éjectables. Donc ils n'ont pas intérêt à aller contre leur direction.

LES – ABSENCES DE – RÉACTIONS DES AUTRES MÉDIAS

Ce qui est intéressant aussi, c'est la manière dont les autres médias ont réagi. À part la RTBF, quels autres médias ont réagi ? Est-ce que *Le Soir*, qui est tout à fait dans la même situation par rapport à ces actionnaires, la famille Hurbain, a dit quelque chose là-dessus ?

Dans un premier temps, il faut savoir qu'on a hésité avant de sortir l'information. Moi, j'avais vraiment envie de le faire.

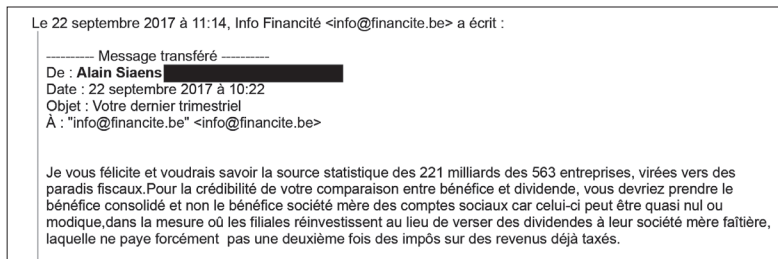
Vous avez eu des menaces pour ne pas le sortir ?

Non. Ils m'ont appelé. Ils voulaient qu'on prenne un rendez-vous, un peu qu'on se rabiboche. J'ai un peu fait traîner et on les a eus par surprise... Je pense qu'ils ne croyaient pas qu'on le sortirait. Je voulais le sortir parce que c'est important, ça en dit beaucoup sur ce qu'est l'indépendance de la presse en Belgique. Après, on avait peur de se tirer une balle dans le pied, d'être boycottés. Ça pouvait être dangereux : l'association a besoin de relais de presse quand on sort certaines infos. On savait en le sortant que ce ne serait pas repris dans la presse. On était bien lucide là-dessus.

Donc, à part la RTBF, personne n'a parlé ?

On a contacté *Medor* qui a sorti [une partie de] l'info, le lendemain de notre communiqué de presse ; *Belga* a fait une dépêche également. Ce qu'il faut savoir, c'est que normalement quand *Belga* sort une de nos infos, elle est reprise sur tous les sites, qui ont leur compte, que ce soit *7 sur 7*, *Le Soir*, *La Libre*... et là, juste la RTBF. Pour ma part, j'étais même surpris que la RTBF le passe. Je ne pensais pas qu'il le relayerait. Pourtant, c'est évident qu'énormément de journalistes ont lu le communiqué et qu'il a beaucoup tourné dans les rédactions, parce que c'est un sujet qui touche les journalistes. Je crois qu'on a jamais eu un communiqué de presse qui a autant circulé mais qui n'a pas été relayé sur les autres sites web des médias.

Est-ce que vous connaissiez la composition du Conseil d'administration de *La Libre* (voir p.12) ?



Non, pas du tout. Je me suis rendu compte que la Banque Degroof était au CA, parce que j'ai reçu un mail sur ma boîte, juste après l'histoire d'Albert Frère où l'on m'avait appelé pour me dire que le contenu n'était pas bien passé auprès de *La Libre*, d'un certain Alain Siaens, qui ne se présente pas, qui ne dit pas qui il est et qui demande « *Telle info, j'aimerais bien avoir votre source, ça me paraît bizarre* ».

Manque de chance, la source s'était le SPF économie. Donc, bref, pas de nouvelles mais je googlise ce type et je me rends compte qu'il est au CA de *La Libre*. Donc c'est là que je l'ai découvert. Par contre, il y a une chose un peu insidieuse que je découvre sur la presse en Belgique : je pensais que ça allait un peu mieux ici qu'en France où les médias appartiennent à de gros industriels alors qu'en Belgique on a plutôt des groupes de presse : Rossel, IPM, etc. Mais au fait, quand tu creuses un peu, tu découvres la composition du CA, tu vois que tous les groupes de presse appartiennent à des grandes fortunes belges mais, qu'en plus, tu retrouves dans les conseils d'ad-

ministration toute l'oligarchie belge financière et industrielle. Ils sont liés comme ça.

Mais en France il y a une forte critique de la presse. *Le Monde diplomatique* a fait un gros travail là-dessus, *Acrimed*, des types comme Halimi, Accardo, Ruffin, alors qu'ici, excepté Geoffrey Geuens qui avait un peu travaillé là-dessus, il n'y a quasiment personne, ce qui fait qu'il y a encore cette ignorance. Quand vous avez sorti l'info, un internaute réagissait : « *Moi qui pensais que *La Libre* était un des derniers bastions d'une presse encore respectable* ».

Sur la question d'une presse respectable, je n'irais pas jusque-là. La majorité des journalistes sont des gens qui font bien leur boulot. *La Libre*, *Le Soir*, sur les questions d'évasion fiscale par exemple.

Mais plus on est dérangeant, moins on parlera de nous. Est-ce que maintenant dans *Financité*, vous vous dites que vous allez laisser une place, ou bien vous pensez que ce n'est pas votre rôle, à une critique de la presse de masse et aussi du lien entre la finance et la presse.

Oui, la question se posera et on fera un dossier là-dessus, c'est important. C'était au fait prévu dans ce numéro. Je devais interviewer Aude Lancelin, auteure de *Le Monde Libre* mais ça n'a pas pu se faire niveau *timing*. J'aurais bien aimé voir leur réaction, c'est dommage.

Comment tu vois l'avenir d'un magazine qui avait la chance, entre guillemets, de pouvoir toucher 60.000 personnes. Ça change tout maintenant ?

Ça change tout, il faut vraiment repenser le truc. On vient de boucler le numéro précédent mais tout s'est fait dans l'urgence. On savait qu'en sortant l'info, ça ne serait pas relayé par la presse, par contre, on comptait sur la société civile et on a eu pas mal de soutiens de citoyens, d'associations et on va compter sur ces relais-là pour diffuser le journal maintenant.

Propos recueillis par Alexandre Penasse le 21 juin 2018

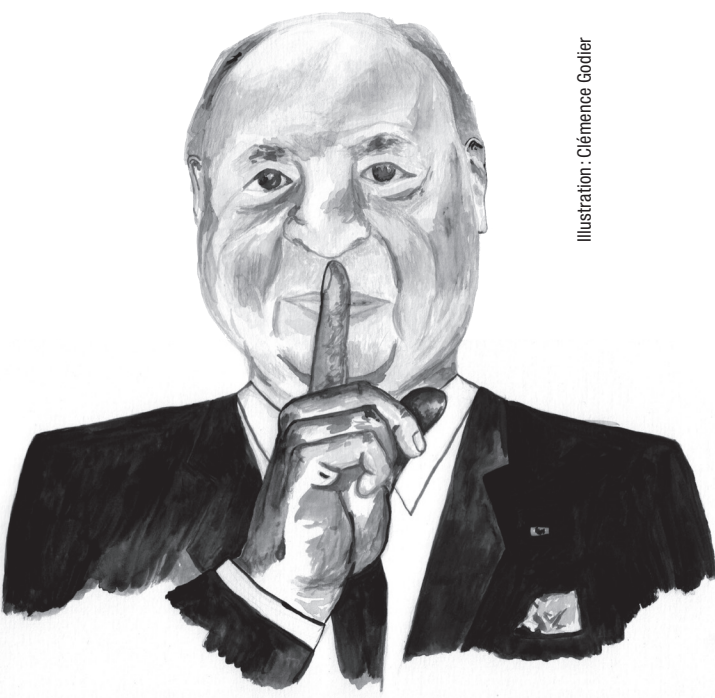


Illustration : Clémence Godier

LE SYSTÈME LIBRE CADENASSÉ

Comme « marque » du groupe IPM (avec, dans les médias, également la *DH/Le Sports*, *DH Radio*, *Paris Match Belgique*, 13% de participation de l'agence Belga), *La Libre Belgique* peut-elle laisser les journalistes qui croient encore à la presse libre, écrire ce qu'ils pensent juste, vrai et nécessaire ?

Imaginez la chaîne de contrôle :

1 On débute par le boss d'IPM : Denis Pierrard, ingénieur commercial de formation, a débuté sa carrière chez Solvay aux États-Unis puis chez Mc-Kinsey, société multinationale spécialisée dans le conseil stratégique aux entreprises. Il semble que pour atteindre les hautes sphères médiatiques, passer par le secteur du commerce et de la finance soit porteur : son pendant, Bernard Marchant, CEO du groupe Rossel (*Le Soir*, *Vlan*, *Metro* (49%), etc.), était lui un ancien conseiller fiscal cher Arthur Andersen, vice-présidence Europe du groupe informatique Olivetti, plus tard directeur général de Beckaert, leader mondial du métal. Par après, Denis Pierrard intègre IPM, qu'il quitte pour rejoindre Ackermans et Van Haaren (AvH), qui se définit comme créatrice de « valeur pour l'actionnaire en investissant à long terme dans un nombre limité de participations stratégiques avec un potentiel de croissance internationale »⁽¹⁾. Pour la petite info, Luc Bertrand est Président de AvH et sa fille, Alexia Bertrand, en est une des administratrices mais aussi cheffe de cabinet du vice-premier ministre Didier Reynders. C'est à ce titre qu'on avait dénoncé un conflit d'intérêts dans un dossier du cabinet portant sur l'éolien *offshore* censé être attribué à Deme, filiale à 100% d'AvH. Soit, cela ne nous regarde pas, ni *La Libre*, il pourrait là aussi y avoir conflit d'intérêt... Donc, Denis Pierrard rejoint *Libération*, dont François le Hodey, l'un des propriétaires d'IPM, détient 8%, et où il pourra « surtout s'occuper de la gestion opérationnelle »⁽²⁾.

2 Bertrand de Meeûs : rédacteur en chef de *La Libre.be* depuis 2012, prend les rênes du papier en 2018. Également enseignant à l'Hebels, la position de rédacteur en chef n'implique pas d'être passé par les Business school et d'avoir travaillé dans des grands bureaux de conseil fiscal, il suffit d'avoir intégré le logiciel de *La Libre*, de savoir qui sont ses vrais patrons et ce qu'ils veulent, en somme d'obéir et d'assurer un regard-contrôle de ce qui peut ou non se dire. Mais il faut aussi que ce contenu assuré, on se focalise uniquement sur le contenant, en allant vers ce que ceux qui le plus souvent ne veulent pas entendre parler de révolution (la vraie) appellent la « révolution numérique » : « *Au cours de ces dernières années, nous avons été de succès en succès avec LaLibre.be et ses applications, la marque La Libre a trouvé sa place dans ce nouvel environnement social et technologique, grâce en grande partie à la vision et au dynamisme de son rédacteur en chef* »⁽³⁾.

3 La rédaction : entre les « sous », les « vices », etc., qui assurent le relais de la chaîne de commandement, on retrouve les journalistes et les pigistes. Les derniers, en gros, n'ont aucun droit et surtout pas celui de proposer un contenu qui déplairait à celui qui le paie. Les autres, s'ils ont encore des velléités de liberté, sont tenus par quelques considérations matérielles, comme ces jeunes recrues de médias de masse qui, dégoûtées du dégoûtant des rédactions, avaient refusé de témoigner : « *J'espère qu'elles te contacteront. Elles sont tout de même un peu hésitantes car elles craignent pour leur emploi qu'elles ont*

eu tant de mal à trouver. Je les vois prochainement, j'en discuterai encore avec elles »⁽⁴⁾.

Après ça, que reste-t-il ? Dans ce cas, la censure directe est de peu d'utilité, l'autocensure fera le travail. Et, le plus souvent, quand la censure se manifestera, elle prendra l'allure habillée de la raison et de la rigueur : ils diront qu'on « *n'étaye pas* », qu'il n'y a « *pas assez d'explications* », qu'il faut trouver quelque chose de « *plus pertinent* », évoqueront « *quelque chose d'un peu simpliste* » ; ils feindront de vous suggérer « *ce qui est plus correct sur le plan journalistique* », ne disant jamais quel est leur plan journalistique, surtout quand c'est une petite main qui œuvre, sous-fifre qui répercute les ordres d'en haut en échange de quelques gratifications honorifiques et de quelques faux-semblants de pouvoir suffisant à l'infatuer. Et quand votre information paraîtra imparable, ils vous diront que vos propos sont « *excessifs* », vous accusant de faire le jeu du populisme et de la démagogie, surtout quand vous parlez de révolution et expliquez la cohérence de la classe patronale, sans même qu'il arrive à leur esprit que c'est leur propension à ne pas en parler, reléguant la gauche aux luttes identitaires et sociétales, qui a fait le jeu de l'extrême droite.

AU-DELÀ DE LA RÉDACTION...

IPM est la propriété de la famille Le Hodey, 410^{ème} fortune belge (35.841.000€), qui détient diverses « marques » : outre *La Libre*, la *DH*, *Paris Match Belgique*, elle vous a fait vivre le football pendant la coupe du monde, engrangeant ses bénéfices via BetFirst qu'elle possède et qui occupe à lui seul un onglet sur le site de la *DH* ; Whitefox (marketing digital) ; IPM Advertising, commercialisant notamment « *l'ensemble des sites de la RTBF : l'info, le sport, l'offre audio & vidéo sur Auvio, mais aussi la TV, les radios, etc.* ». IPM a des participations dans RTL Belgium, l'agence Belga, Evosys (société de vente de logiciels de courtage immobilier). Quel lien entre le journalisme et la plupart de ces investissements, demanderez-vous ? Aucun. C'est pour cela qu'IPM s'assure que les pages de *La Libre* établiront ce lien avec leurs intérêts, plaçant Denis Pierrard comme directeur général des rédactions, mais aussi fidélisant un Conseil d'administration, dont IPM renouvelle une partie en 2015⁽⁵⁾ et dans lequel on retrouve :

- **Pierre Rion** : ingénieur civil diplômé de l'ULg, il se définit comme un « *serial entrepreneur* », un « *business angel* ». Il est président du Cercle de Wallonie, de l'Association des Vignerons wallons et de nombreux organismes et sociétés. Il a été « *Leader économique de l'année* » (Lobby Awards 2016). C'est lui qui dira : « *Un bon citoyen doit être une pompe à argent qui fait tourner l'économie* »⁽⁶⁾. Tout un programme...

- **Bruno Lesouef** : décédé en 2018, avait été directeur des Affaires Publiques du Groupe Lagardère et gérant d'Hachette Filipacchi Associés.

- **Denis Steisel** : « *serial entrepreneur belge* », est patron et investisseur dans de multiples entreprises liées aux technologies digitales. Il est « *managing partner de Eezee-It, spécialisée dans la transformation digitale, a cofondé Emakina Group, agence digitale, est membre du comité d'investissement de WING (Wallonia Innovation and Growth), fonds d'investissement pour les start-up wallonnes. Sa fonction chez IPM ? "Aider le groupe à faire face aux nouveaux défis de l'économie digitale"* »⁽⁷⁾.

- **Alain Siaens** : Président du CA d'IPM, docteur en sciences économiques, ancien professeur ex-

traordinaire à l'Université catholique de Louvain, passe successivement par la banque JP Morgan, le Groupe Bruxelles Lambert puis chez Prominvest, rejoint la banque Degroof en 1990 pour y prendre la direction de l'activité holding, où il s'occupera dès 1993 des activités d'« *investment banking* » : financement des entreprises, conseil en fusions/acquisitions, placements privés, introductions en Bourse... Occupant le siège du comité de direction depuis 1998, il cède sa place en 2006 à Regnier Haegelsteen. Il quitte mais ne part pas puisqu'il prend la présidence du conseil d'administration de la banque. On comprend mieux pourquoi, lorsque le rédacteur en chef de *Financité* évoquera l'évasion fiscale de 221 milliards, il lui écrira, sans même se présenter et avec la morgue du banquier : « *Je vous félicite et voudrais savoir la source statistique des 221 milliards des 563 entreprises, virées vers des paradis fiscaux* ». Pas de bol, la source était le SPF Finances...

Ces nouveaux mousquetaires rejoignent ainsi Patrice le Hodey (Vice-Président), François le Hodey, Philippe le Hodey, Marguerite le Hodey, « *l'esprit de famille à toute épreuve* » (*L'Echo*, 27/07/2012).

AUTOPSIE DU GROUPE

Le Groupe Le Hodey est composé de 16 sociétés⁽⁸⁾:

1 99,99% du **groupe Maja** (le reste, une part infime, appartient, résultat de montages occultes, à Axemedia et IPM Press Print NV), qui lui-même a des participations dans :

- IPM Group NV (99,8%)
- Traxxeo (47,37%)
- Ipartner (99,7%)
- European Telematics (100%)
- Axemedia (50,4%)

2 **RNA** qui possède Alfabyte (12,57%) et HI Invest (41,7%)

3 **IPM Presse Print NV**, dont l'actionnaire principal est IPM Group NV (détenu à 99,8 % par la famille Le Hodey), a des participations dans Axemedia (0,4%), Maja (proche des 0%) et IPM Group NV (0,1%).

4 **IPM Group NV** : son actionnaire principal est le groupe Maja (99,8%), dont IPM Press Print NV possède 0,1%. Il a des participations dans :

- PX Holding (9,61%)
- Sagevas (+ de 50%)
- RTL Belgium (6,99%)
- IPM Press (100%)
- Twizz Radio (99,82%)

5 **La famille Le Hodey** détient 100% des parts de **Traxxeo** (dont 47,37% sont la propriété du groupe Maja qui appartient à la famille



Le Hodey aussi), Traxxeo qui elle-même possède 100% de Mobiliteit et 100% de Ipartner. Traxxeo (<http://www.traxxeo.fr>) est le spécialiste de l'internet des objets dans le secteur BTP, gérant des ressources via des nouvelles technologies qui collectent des données et contrôlent à distance l'activité des ouvriers, les machines, les véhicules, les équipements. Elle est, si on en lit sa description, l'élément probant de la perte d'autonomie inscrite dans les nouvelles technologies, et la perte de contrôle sur soi qu'elle provoque : « *Traxxeo vous propose une plateforme logicielle ouverte qui permet de collecter des données depuis de nombreux équipements connectés : black box véhicule, pointeuse de chantier, étiquette RF, téléphones, tablettes, objets connectés...* ». N'attendez donc pas de La Libre qu'elle consacre dans une liberté éditoriale totale un dossier sur les nouvelles technologies...

Traxxeo collabore avec :

- **Eiffage** (<http://www.eiffage.com>): entreprise impliquée dans la construction, les infrastructures, l'énergie et les concessions, qui est notamment impliquée dans le LGV Bretagne-Pays de la Loire, le prolongement de la ligne 14 du métro parisien, la fondation Luma à Arles9 : une « *Luma Arles, une tour d'argent aux mille reflets, avec sa rotonde de verre et ses milliers de blocs en inox qui créeront autant de reflets argentés, la tour de la Fondation Luma à Arles (Bouches-du-Rhône) marquera l'entrée d'un parc public de 6 hectares. Eiffage Métal réalise en groupement l'enveloppe de l'édifice, signé de l'architecte Frank Gehry, qui atteindra 56 mètres de hauteur. 50.000 heures d'études ont été nécessaires pour orchestrer la mise en place des 10.000m² de façades, eux-mêmes composés de 300 panneaux métalliques, 11.000 blocs en inox, 50 "boîtes vitrées" et une rotonde de 5.000m² » ;*

Illustration: Benjamin Tejero



- **Veolia** (<https://www.veolia.com>), qui accompagne la surproduction avec des technologies énergivores qui réduisent la consommation dans le secteur du pétrole, du gaz, de l'alimentation industrielle ;

- **Engie-Electrabel** : fournisseur de gaz et d'électricité ;

- **Besix** (<https://www.besix.com>): « *le Groupe BESIX est devenu une entreprise multidisciplinaire occupant une position phare sur ses marchés d'activité: construction, promotion immobilière et concessions. BESIX Contracting est spécialisée dans la réalisation d'ouvrages de construction, infrastructures et maritimes qui se distinguent souvent par leur complexité* ». Le groupe Besix est représenté en Belgique par 17 filiales: Belemco, Besix Concessions et Assets, Besix Infra, Besix Park, Besix Red, Be Wind, Cobelba, Franki Foundations, HBS, Isofoam, Jacques Delens, Lux TP, Vanhout, Socogetra, Van Den Berg, West Construct, Wust. Au Benelux et en France, le Groupe est représenté en force par les filiales régionales BESIX Infra, Belemco, Vanhout, Wust, Cobelba, Jacques Delens et Lux TP, garantes d'une approche locale. En collaboration avec les entités Franki Foundations, West Construct, Socogetra, Sanotec et Van den Berg, le Groupe propose des solutions de niches spécialisées telles que les fondations profondes, la géo-ingénierie, les travaux routiers, le traitement de l'eau ainsi que la pose de câbles et conduites. C'est Besix qui en Belgique s'occupe notamment de la construction du siège social de BNP Paribas Fortis, du parking « promenade » à Nieuport, de City Dox, de Ijzerlaan, le quartier général de la KBC, le viaduc d'Hertsal, de Docks Brussel, de la R4 à Ghent.

- **Bam** : marché belge de la construction regroupant de nombreuses sociétés belges et luxembourgeoises ;

- **CFE** (<http://fr.cfe.be>): coté sur Euronext Brussels, CFE est un groupe industriel belge, actif dans les secteurs du Dragage, la construction maritime et environnement, le Contracting et la Promotion immobilière. Le groupe est présent dans le monde entier. CFE c'est le projet Green Hill à Dommeldange, l'école européenne à Bruxelles, la tour Up site le long du canal, le nouvel hôtel de police à Charleroi, le projet Eupen Schule à Eupen, le projet Belview...

6] Sagevas détenu par la famille Le Hodey via IPM Group NV, détient 100% des parts de Turf Belgium.

7] Twizz radio, dont les actionnaires sont IPM Group NV (99,82%) et Konecto (0,18%).

8] I Partner, détenu par Traxxeo (100%) et le Groupe Maja (99,7%).

9] Hyode, dont les actionnaires sont la Famille Le Hodey (50%) et DNA, a des participations dans :

- Curador (25%) : pharmacie belge en ligne.
- De Rouck Holding (90%)
- Europublicis (3,13%) leader belge du développement et de la commercialisation de produits cartographiques sur supports papiers et digitaux.
- Multiroad (26%) : secteur de l'édition

10] De Rouck Holding, qui possède 2,71% de Europublicis.

11] European Telematics, avec comme actionnaire unique Maja.

12] DNA qui a des participations dans Hyode.

13] Turf Belgium, dont les actionnaires sont Sagevas (100%) et IPM Group NV (49,9%).

14] Axemedia, dont les actionnaires sont IMP Press Print NV (0,4%), Maja (50,4%) et IPM Group NV (50%), et qui a des participations dans Maja (montant non disponible).

15] Sport Groupe Development qui a des participations dans X-Free Sport Management.

16] Mobiliteit, dont l'actionnaire unique est Traxxeo.

Souriez, vous êtes cernés, entre actionnariats croisés, avocats fiscalistes, le groupe IPM a su placer au sein des rédactions ceux-là mêmes qui conseillent ou conseillaient les entreprises qu'ils possèdent, s'assurant par là même de ne jamais être vraiment embêtés.

Dialogue de rédaction

Rédacteur en chef : Venez un peu !

Pigiste : Oui Monsieur, quoi ?

Rédacteur en chef : Eh bien, ce que vous avez écrit sur cet homme d'affaires manque d'objectivité et d'explications ?

Pigiste : Ben oui... Enfin, j'ai tous les éléments factuels.

Rédacteur en chef : Lesquels. Il n'est pas possible de dire que Monsieur X place son argent dans des paradis fiscaux et vole les Belges. À la limite, dites que certaines personnes placent leur argent dans les paradis fiscaux mais rappelez que c'est légal. C'est le plus important : c'est légal !

Pigiste : Sous le troisième Reich, dénoncer des Juifs, c'était aussi légal, cela n'indique pas que c'était juste et légitime.

Rédacteur en chef : Comment osez-vous cette comparaison crapuleuse ! Vous vous considérez en plus comme un résistant, alors que vous faites du populisme, que vous êtes démagogue.

Pigiste : Je résiste contre votre collaboration à un système profondément inique où vous vous attellez à protéger les grosses fortunes et à ne pas voir leur lien consubstantiel avec la misère. Vous êtes créateur de violence sociale et d'opposition entre ceux qui devraient s'unir.

Rédacteur en chef : Effacez cet article, réécrivez tout.

Pigiste : Je vous emmerde !

[Dénouement proche du domaine de l'impossible]

À ce moment, les 3/4 de la rédaction se lèvent, quelques-uns attrapent le rédacteur en chef, le soulèvent et le jettent dehors.

(1) <https://fr.avh.be/ackermans-van-haaren/missie-historiek.aspx>

(2) www.lesoir.be, 22/02/2007

(3) « *Dorian de Meeûs nommé rédacteur en chef de La Libre Belgique* », 7 décembre 2017.

(4) Kairos novembre-décembre 2017.

(5) <http://www.lalibre.be/culture/medias-tele/renouvellement-d-une-partie-du-ca-du-groupe-ipm-56176f3735700fb92f8e14d2>

(6) L'Echo, 15 janvier 2017. <https://www.lecho.be/monargent/dossier/questionsdargent2017/Pierre-Rion-Un-bon-citoyen-doit-etre-une-pompe-a-argent-qui-fait-tourner-l-economie/9851559>

(7) <https://www.webmanagercenter.com/2018/02/19/415135/denis-steisel-serial-entrepreneur-belge-sinstitute-en-tunisie>

(8) <http://www.actionariatwallon.be/group/le-hodey-1062>

JEAN-PAUL PHILIPPOT : MAILLON FORT D'UNE CHAÎNE PUBLIQUE GANGRENÉE

L'orientation libérale des services publics, qu'on lamine doucement mais sûrement, s'explique aussi et surtout par leur « gouvernance » qui a vu se mettre en place des dirigeants issus du monde économique n'ayant plus comme seul et unique dessein la rentabilité financière. Au détriment de l'information, à l'avantage du business.

La bienséance de la RTBF à l'égard des politiciens et des hommes d'affaires et sa tendance à inviter toujours les mêmes, représentants fidèles de la pensée dominante, ne s'expliquent pas uniquement par l'importance de la publicité, l'origine sociologique des journalistes, leur parcours de formation balisé par « l'esprit d'entreprendre » ou l'individualisme de certains, mais aussi par le fait que celui qui dirige la maison est issu du monde économique et politique, sur lequel il a bâti son carnet d'adresses.

Jean-Paul Philippot, diplômé de l'école de commerce Solvay, est l'ancien chef de cabinet adjoint du ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale Charles Picqué, fonction qui lui a fait rencontrer des gens importants, comme Steven Vackere où Jean-Claude Marcourt. Il partage sa vie avec Laurence Bovy, ancienne directrice de cabinet de Laurette Onkelinx, passée par le conseil d'administration du port de Bruxelles, la présidence de la SNCB, actuelle directrice de Vivaqua.

Ses bons amis, il les a aussi connus sur les bancs de la fac, comme Thomas Spitaels et Bruno Colmant. Le premier, 393^{ème} fortune belge avec près de 43 millions d'euros, est le big boss de TPF, une entreprise qui emploie 4.200 personnes, implantée sur quatre continents, active dans les domaines du bâtiment, des infrastructures de transport, de l'eau et de l'énergie, et qui s'est développée grâce à une série de fusions et acquisitions. L'autre, habitué des micros de la RTBF, est professeur à l'ULB et à l'UCL, membre de l'Académie royale de Belgique, maître en sciences fiscales (ICHEC) et docteur en économie appliquée (Solvay, ULB). Bruno Colmant a débuté chez Arthur Andersen, comme Bernard Marchant (président de Rossel, propriétaire notamment du quotidien *Le Soir*) qui s'y initia comme conseiller juridique et fiscal. Il devient ensuite administrateur délégué chez ING, qu'il quittera en 2006 pour devenir directeur de cabinet du ministre des Finances Didier Reynders, dont il dira qu'il a « toujours grandi les hommes qui ont travaillé pour lui. » Depuis 2015, il est « Head of Macro Research » à la Banque Degroof Petercam, d'où provient un autre habitué de la RTBF qui lui déroule son tapis rouge comme chief economist, Etienne de Callatay, mais aussi Alain Siaens, qui n'aime pas trop qu'on fustige les riches et les exilés fiscaux. Une bande de copains au service... d'eux-mêmes.

Un troisième larron complète le trio : Laurent Levaux, patron actuel d'Aviapartner. Ingénieur commercial, licencié en économie appliquée, possesseur d'un MBA de l'université de Chicago, il fonde



enfant de 10 ans normalement constitué, au vu de tout cela, pourrait comprendre que quand Philippot va dîner avec Colmant et Levaux, la probabilité qu'il évoque les moyens de taxer les millionnaires ou la nécessité de stopper le diktat de la croissance économique, est aussi grande que celle de gagner au Lotto. C'est également pour cette raison, et d'autres, qu'après 16 mois de mutisme sur l'affaire du Kazakhgate, Dider Reynders encourageait peu de risque à se livrer aux journalistes de Jeudi en prime sur la RTBF.

LA RTBF ET LA POLITIQUE

Jean-Claude Marcourt, ministre en charge des médias, a appris à connaître Jean-Paul Philippot quand il était au cabinet. Ils sont devenus depuis de « vrais amis »⁽¹⁾. Les deux aiment « passer des heures à table à refaire le monde », mais aussi peut-être à discuter de « révolution numérique », pour atteindre l'objectif « visions 2022 »⁽²⁾ de la rtbf visant à la « convergence, numérisation, globalisation », pour « un monde qui sera numérique et global ». Parlent-ils de la suppression de la publicité à la RTBF ? Sa « très grande complicité » avec le patron de la régie publicitaire (RMB), Yves Gérard, Anne Bataille, CEO d'Aegis Media Belgium, ou Martine Clerckx, fondatrice et directrice associée de l'agence de conseils en stratégie Wide, nous fait douter.

Médias et politiciens se côtoient et font plus que s'apprécier. Les seconds siégeant au conseil d'administration de la RTBF assurent les intérêts partisans, solidaires de la « pensée » de leur groupe politique. Parmi les membres effectifs du CA de la RTBF : 6 PS, 5 MR et 2 CDH. Certains de ces membres siègent au comité de rémunération qui fixe les salaires des administrateurs de la RTBF (voir encadré). Il s'agit donc pour ces derniers de ménager ceux qui décident de ce qui tombe dans leur escarcelle chaque fin de mois, même si le MR soulignait le manque de transparence et des rémunérations, « nébuleuses à la tête de la RTBF »⁽³⁾. En guise de remerciements, on laissera au CA le soin de fixer les modalités qui établiront lors « des élections européennes, fédérales, communautaires et régionales, provinciales, communales, (...) un dispositif spécifique d'informations permettant aux citoyens de saisir les enjeux des élections ». Dispositif favorisant le MR, le PS et le cdH...

À la RTBF, la démocratie a encore du chemin à faire...

Dossier réalisé par Alexandre Penasse

(1) « Le carnet d'adresses du patron de la RTBF », 23 février 2011, <https://trends.levif.be>

(2) « "Vision 2022" : le plan de la RTBF qui anticipe le futur des médias », 9 janvier 2017, <https://www.lesmediasfrancophones.org>

(3) « Pour le MR, les rémunérations à la tête de la RTBF dépassent les plafonds et restent nébuleuses », 8 février 2017, www.rtf.be

LA MAFIA DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Jean-Paul Philippot touche comme administrateur général 337.049€/an, soit 28.087 /mois. Francis Goffin, directeur général de la radio, 397.939€. François Tron, directeur des antennes TV, 334.932€. La compagne de Philippot, inconnue des listes des bénéficiaires du CPAS, touche 249.298€ brut par an, sans compter l'assurance hospitalisation, la voiture de fonction, chèques-repas, carte Visa...*

* « Découvrez le vrai salaire de la directrice de Vivaqua », Laurence Bovy, *La Libre*, 7 septembre 2017

une PME de services industriels à Liège avant de rejoindre MC Kinsey, multinationale de conseils stratégiques en management, structure qui conseille ces mêmes exilés fiscaux qu'on critique dans nos pages... Après, ce sont CMI (groupe de maintenance et ingénierie internationale), ABX Logistics, filiale de la SNCB cédée en 2006 au fonds d'investissement 3i pour 10 millions d'euros, qu'elle revendra deux ans plus tard 750 millions d'euros. Est-ce un hasard d'ailleurs, si l'homme devient CEO la même année d'Aviapartner, racheté en 2005 par... 3i. Laurent Levaux est par ailleurs administrateur chez Proximus, FN Herstal, Bpost, Circuit de Spa-Francorchamps. Estampillé MR, il est enfin président de la Sogepa, « fonds d'investissement répondant au critère de l'investisseur privé », où le conseil d'administration mélange politiciens et hommes d'affaires.

Inutile d'allonger le descriptif, car il s'agit ici uniquement de souligner les amitiés, connivences et accointances du patron de la RTBF qui peuvent nous suggérer son positionnement idéologique. Procès d'intention ? Non. Car même un

LE SOIR... LA RUBRIQUE POUR S'ENDORMIR

SURTOUT NE PAS TOUCHER AUX « GENS D'EN HAUT »

« On peut ne pas être d'accord avec la lutte des classes, juger le concept d'un autre âge, le trouver extrême voire dangereux à l'usage, il est contestable, mais il n'est pas démagogique. En revanche, l'incrimination à tout va de l'élite, l'establishment, les gens d'en haut, ça... C'est du Salvini, du Cinq Étoiles au mieux, du Trump, du Marine au pire. Le PTB a très envie de faire des voix ? Attention à perdre la sienne. » (22/08/2018). Ah oui, ça ils n'aiment pas les médias qu'on fustige les riches, l'establishment. C'est que ce sont aussi leurs patrons, comme l'épisode *Financité* nous le démontre encore (voir le dossier dans ce numéro). Ils ne veulent pas qu'on incarne la domination, préfèrent parler des riches de manière générale (mais pas des « riches belges », voir page 8 de ce numéro). Souvenons-nous de ce que disait Francis Van de Woestyne, ancien rédacteur en chef de *La Libre*, dans un éditorial (6 janvier 2014), suite à la visite bruxelloise organisée par les syndicats pour montrer les lieux où résident les grosses fortunes fiscalement protégées : « À la veille du week-end, les responsables syndicaux ont réalisé un "safari" dans Bruxelles, un minitrip destiné à pointer du doigt les "espèces fiscales protégées" de Bruxelles. Amusant? Plutôt navrant... (...) La stigmatisation systématique des "riches", telle que la pratiquent les syndicats, est déplorable. Alors quoi, il suffit d'être pauvre pour être honnête...? Un pays a besoin de riches. Pour investir, pour prendre des risques. Le système devrait d'ailleurs faire en sorte que les grosses fortunes, et les autres, trouvent un intérêt à placer leur argent dans l'économie réelle du pays plutôt qu'à chercher des rendements élevés ailleurs. Ce ne sont pas les riches qui sont responsables de la crise, mais bien ces apprentis sorciers qui ont profité des failles d'un système pour le faire dérapier ». [...]

Pas étonnant dès lors que, lorsque Raoul Heddebouw dit : « Je propose de diminuer de moitié le salaire du bourgmestre, 10.000€, aujourd'hui. Si Willy Demeyer entend... Ada Colau, de Podemos, a fait ça à Barcelone... », le journaliste lui répond : « C'est démagogique. » Réflexe pavlovien...

LE RÔLE DE L'ÉCOLE : PENSER [INFORMATIQUE]

« Vers la pensée informatique à l'école » titrait *Le Soir* ce 28 août. Sous la photo d'une classe de début de primaire, avec dans le fond un enfant sur une escabelle tapotant sur le TBI (tableau blanc interactif) : « Les technologies informatiques récentes ont encore du mal à trouver leur place dans de nombreuses écoles ». C'est sûr, et *Le Soir* fera son œuvre pour convaincre de la nécessité qu'elles s'imposent. On parle de S.T.E.M., pour Science, Technology Engineering, et Math. « Le but ? Décloisonner les matières à caractère scientifique, numérique et technique, explique le professeur. Pendant deux heures, on profite d'un projet, proposé par l'élève, pour enseigner lesdites matières. Parmi les idées des enfants pour cette première rentrée : la robotique - sous la forme du combat de robots - ou la fabrication d'un hélicoptère modèle réduit... ». Chouette, comme ça les petits seront prêts quand leur instituteur sera remplacé par un robot !

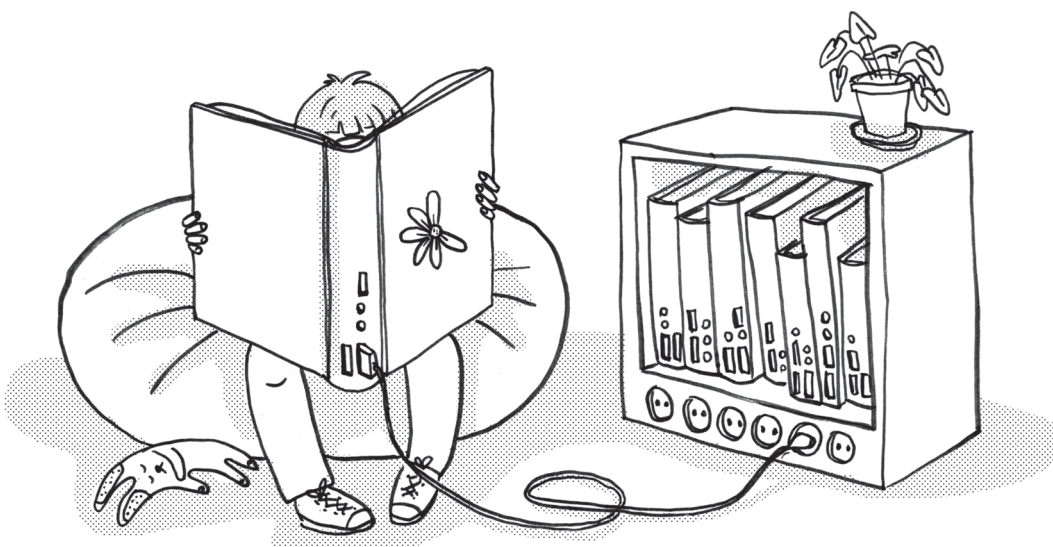


Illustration: Dina Meimikova

LE SEIN ET L'ÉCRAN

Dans la même veine, la contre-offensive médiatico-technocratique s'amorce, les tenants de la pensée « progressiste » ayant pris la mesure de l'importante diffusion des dangers sanitaires de la surconsommation d'écrans. Elle organise donc son « grand débat » le 16 octobre à Bruxelles, sponsorisé par *Le Soir* qui, dans son édition du 5 septembre, interviewait un des orateurs prévus, Marcel Rufo. Ce dernier, expert patenté, du genre qui avance avec son temps, même si c'est pour aller vers le gouffre, n'hésitait pas à dire : « L'écran fait partie du quotidien de l'enfant comme le sein et le biberon. » Dont acte. La présence de l'objet se suffit à elle-même et justifie sa légitimité, sans jamais poser la question du lobby des multinationales et de l'argent en cause, évoquant plutôt le risque de son absence, lorsqu'à la question suggérant la réponse, du journaliste : « Un gosse qui se désintéresserait complètement des écrans, ce serait une source d'inquiétude ? », le psychiatre répondra : « Sûrement ». Ça promet, le débat !

Alexandre Penasse

DORMIR OU VOMIR, IL FAUT CHOISIR ?

La « perle » médiatique sélectionnée ici implique des risques de vomissements plutôt que d'endormissement. Le 7 août dernier, *Le Soir* a publié un article sur les nouvelles sanctions du gouvernement Trump sur l'Iran⁽¹⁾. Le texte s'attaque intelligemment à ces sanctions. Il critique cependant aussi l'Iran, ce qui est légitime en soi. Mais il le fait d'une manière totalement caricaturale, qui annule sans doute une bonne partie des effets positifs de l'article en question, voire les transforme en leur contraire. Le passage concerné : « L'Iran des ayatollahs est bel et bien un régime abominable où les droits de l'homme sont foulés aux pieds. Ses interventions extérieures, à commencer par son soutien fidèle au sanguinaire Bachar el-Assad, attestent d'un cynisme sans limites. Le fait de se targuer d'appartenir à un camp anti-impérialiste auto-proclamé (...) n'excuse rien ». Certes, le pouvoir iranien, comme la plupart des gouvernements, mérite de très fortes critiques, en particulier pour sa pratique de la peine de mort (il fait partie des champions, dans ce domaine, avec les USA et l'Arabie Saoudite notamment⁽²⁾). Mais se

limiter aux côtés négatifs et les exagérer est non seulement injuste mais aussi particulièrement irresponsable quand il s'agit ici d'un pays qui se trouve dans le viseur de plusieurs puissances, qui ont amplement montré leurs capacités destructrices, à commencer par les USA. Mais il y a des petits « oublis » car, quand on critique l'Iran, il est très indiqué de rappeler aussi quelques faits comme ceux-ci : malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, la révolution iranienne a aussi permis des progrès sociaux très importants. Par exemple, avant celle-ci, seuls 28% des femmes entre 15 et 49 ans étaient alphabétisées. En 2008, 87% d'entre elles le sont, et leur scolarité est de 9 ans en moyenne, contre 2 ans avant la révolution⁽³⁾. Les femmes sont présentes, au parlement iranien. Et si elles y sont minoritaires, leur nombre a doublé, en 2016⁽⁴⁾. La communauté juive iranienne est la plus nombreuse du Moyen-Orient (après celle d'Israël, bien sûr). Et elle est représentée au parlement⁽⁵⁾.

Le président iranien actuel tente de dialoguer même avec les régimes les plus hostiles à son pays, comme l'Arabie Saoudite qui, par contre, reste dans l'agressivité et la provocation⁽⁶⁾. Le camp occidental-pétromonarchies a des responsabilités écrasantes dans la guerre en Syrie⁽⁷⁾. Le Moyen-Orient, entre autres, est constellé de bases militaires états-unienues. L'Iran est un des seuls pays où il n'y en a pas⁽⁸⁾. Son appartenance à un camp anti-impérialiste n'est donc pas seulement « proclamée ». Ce dernier point devrait d'ailleurs nous dissuader de trop accuser ce pays, tant que nos gouvernements, soit, ne critiquent que mollement les USA, soit se comportent comme leurs dociles vassaux...

Daniel Zink

(1) <http://plus.lesoir.be/171846/article/2018-08-07/nucleaire-iranien-lindefendable-methode-trump>

(2) https://www.lexpress.fr/actualite/monde/la-chine-medaille-d-or-de-la-peine-de-mort-selon-amnesty_472036.html

(3) <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-3-page-505.htm#no3>

(4) <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20160501-iran-nouveau-parlement-moins-religieux-femmes>

(5) <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2010/04/>

(6) <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Pourquoi-l-Arabie-saoudite-provoque-l-Iran-2016-01-04-1399726>

(7) Voir p. ex., dans le *Kairos* 34, « Syrie : quelles responsabilités de nos gouvernements ? »

(8) <https://www.cairn.info/revue-innovations-2013-3-page-147.htm>

BURE, CIMETIÈRE DU PROGRÈS

Illustration: Anir Anisky



Dans une région désertifiée par les grandes cultures céréalières et par l'implantation progressive d'une vingtaine de structures liées au nucléaire dans un rayon de 50 km, Bure est un petit village (82 habitants) perdu au milieu d'une immensité légèrement vallonnée et nue. Quasiment rien pour rompre la monotonie des immenses monocultures. À 2 ou 3km les constructions de Cigéo, des champignons cubiques poussés au milieu de nulle part, le lieu de la future descenderie. Des tunnels de 10m de diamètre menant à 500m de profondeur aux futurs 300km de galeries de stockage qu'il faudra percer et en extraire les marnes avec des dizaines de milliers de camions. À l'opposé, parmi les rares taches vertes, le Bois Lejuc de Mandres, longtemps occupé par les résistants à l'implantation de Cigéo, repris après une très violente répression. Depuis, la soldatesque et les camions de la gendarmerie le défendent jour et nuit. Des cheminées (11m de diamètre, 500m de profondeur) doivent y être implantées pour l'évacuation de l'air pollué, (radio-éléments, hydrogène, chaleur) provenant du stockage des déchets. À côté du monument aux morts de Bure, sous les lampadaires au design aussi futuriste qu'improbable dans ce village de vieilles pierres, se trouve la « Maison de la résistance ». Une ancienne ferme habitée par ceux et celles qui n'acceptent pas que l'on cache les déchets nucléaires à vie longue (1.000 à 100.000 ans) « sous le tapis ». Creuser dans les marnes et autres argiles pour y stocker les déchets les plus dangereux, c'est prendre le risque de ne plus pouvoir les retirer après quelques dizaines, voire une centaine d'années, à cause des mouvements de terrains ou d'un accident grave. Alors que l'on sait très bien

qu'il y a de forts risques de fuites d'hydrogène, d'incendies aux conséquences totalement ingérables, telles des fuites très importantes et sans fin de radio-éléments, s'il devient nécessaire mais impossible de reprendre les fûts de déchets.

L'association Technologos, critique du système technicien, a été chaleureusement accueillie dans la « Maison de la résistance » de Bure par leurs occupants, pendant les 3 jours de ses ateliers d'été. Nous étions bien au cœur des deux horreurs techniciennes inventées par l'homme, faisant peser les risques les plus gravissimes pour son avenir : la bombe atomique avec l'énergie nucléaire civile et l'agriculture productiviste. En effet, cette dernière bien que fort différente du nucléaire, fait peser sur les générations à venir des risques aussi incommensurables que ceux de l'atome civil et militaire, même s'ils ne sont pas de même nature.

INDUSTRIE NUCLÉAIRE, INDUSTRIE AGRICOLE, MAUVAISES RESSEMBLANCES

Beaucoup d'éléments les rapprochent. L'industrialisation agricole n'a pris réellement son essor qu'après la seconde guerre mondiale, dans les années 1960, avec en France le grand remembrement. Elle n'a précédé la nucléarisation à marche forcée de la France et de quelques autres pays que d'une décennie. Comme le nucléaire civil, elle est aussi issue des techniques développées pour la guerre.

C'est à partir des recherches sur les explosifs, les gaz et les machines de guerre qu'ont été inventés les pesticides, l'azote de synthèse et les machines agricoles pétrolivores, à la base de la transformation de l'agriculture paysanne en industrie. Les usines d'engins de combat (tanks, camions 4x4, etc.) ont été à la fin de la seconde guerre mondiale rapidement transformées en industries à cracher du tracteur, de la moissonneuse-batteuse, etc. Quant au nucléaire civil, qui devait produire de l'électricité quasiment gratuite, il avait d'abord pour but de produire le plutonium des bombes atomiques avec l'argument gaullien de la dissuasion pour le maintien de la paix. Ces deux industries reposent sur l'extraction de stocks de ressources finies : l'uranium, le sable, le ciment et les métaux spéciaux d'un côté, de l'autre le phosphate, la potasse, le gaz pour les engrais azotés, le pétrole pour les pesticides et le machinisme. Cela ayant permis d'engager la création de l'immense industrie de transformation (laitages, plats préparés, froid et congélation, emballage, transports intercontinentaux) et la distribution en supermarchés qui n'existaient quasiment pas avant la seconde guerre mondiale. Cette utilisation colossale de ressources minières et fossiles, la pollution des eaux douces et de l'air, la destruction des forêts plus celle de la biodiversité, la disparition de la matière organique des sols, la perte énorme de terres cultivables due à l'érosion et à l'artificialisation, la part très importante dans le réchauffement climatique de l'ensemble du système agro-alimentaire (50% des gaz à effet de serre selon GRAIN) font peser des risques de famines qui seront ingérables. En effet, l'amenuisement/épuisement inéluctable de ces ressources minières et fos-

siles produira une augmentation vertigineuse des prix, dans plus ou moins une dizaine d'années. De plus, pour arrêter le réchauffement, il faudra diminuer très fortement leur utilisation. Comment fera-t-on pour produire notre alimentation avec une énergie fossile rationnée et très chère, des stocks de ressources minières proches de l'épuisement, des terres mortes ou fortement érodées et un climat de plus en plus chaotique avec peut-être 10 milliards d'humains à nourrir ? N'oublions pas que la révolution agricole du néolithique, il y a plus ou moins 12.000 ans - domestication des graines et des animaux, sédentarisation des chasseurs-cueilleurs - n'a pu exister qu'avec un climat tempéré et stabilisé apparaissant à la fin d'une période glaciaire. Ce climat tempéré depuis plusieurs millénaires est en cours de réchauffement rapide sous l'effet de l'extractivisme, de l'industrialisation et de la marchandisation généralisée. La planète est entrée dans le nouvel âge de l'anthropocène, ou plus exactement du capitalocène.

Devant la porte de la « Maison de la résistance », tracteurs, moissonneuses batteuses, les plus énormes jamais vues en France, se succèdent dans une noria incessante, seulement entrecoupée par le passage des véhicules de la gendarmerie tous les quarts d'heure. Ces derniers circulent lentement en filmant les personnes qui boivent un café, fument ou discutent sur le pas de la porte. Ambiance pesante surtout après les perquisitions, prises des ordinateurs, téléphones et arrestations des résistants ainsi que de leur avocat Me Ambroselli, en juin 2018. Toutes les personnes qui habitent ou vivent à proximité de Bure et se réunissent dans la « Maison de la résistance » sont admirables par la vie de tous les jours qu'elles continuent à mener malgré le poids d'une surveillance permanente. Mais aussi par les luttes et informations citoyennes qu'elles poursuivent, alors qu'elles sont traitées comme des terroristes. En résistant à l'enfouissement des déchets nucléaires, elles rendent un service extraordinaire à l'ensemble de l'humanité, et des français en particulier, quand on a compris les risques de fin de vie - fin du monde - de cette industrie.

AUCUNE SOLUTION DU PROGRÈS ET DE LA SCIENCE POUR LES DÉCHETS NUCLÉAIRES

La majorité de ceux qui connaissent la question des déchets issus de l'industrie du nucléaire savent que le stockage profond n'est pas un moyen durable. Des incendies ingérables aux États-Unis et des éboulements en Allemagne en ont montré les limites. Pour le stockage des déchets à vie longue, même si les scientifiques disent le contraire, les solutions devront être assumées par les générations futures. Elles devront en financer la gestion si elles le peuvent encore. Avec quelle énergie et quels savoirs quand dans un avenir proche cette énergie aura disparu, comme l'indique sa diminution conti-

nue dans le mix énergétique mondial ? En 2018 la part de l'atome est encore de 5 %, mais selon un nouveau rapport de l'Agence internationale pour l'énergie atomique « *les nouvelles projections suggèrent que l'énergie nucléaire pourrait avoir du mal à conserver sa place actuelle dans le mix énergétique mondial* », avec des capacités pouvant chuter à 2,8% en 2050. Reconnaître ces pertes à venir sans profit pour les générations de demain est tellement difficile à faire « avaler » à la population française d'aujourd'hui que la technique de l'enfouissement profond, un véritable escamotage, est la seule que le lobby des nucléocrates puisse défendre. Elle leur permet de continuer à faire fonctionner la filière nucléaire avec tous ses profits annexes. Ce qui revient à produire encore plus de déchets tous les jours plus ingérables. Mais pour cela opacité, communication mensongère, achats des élus et populations locales du département de la Haute Marne - ainsi que ceux de la France entière - sont indispensables. Trottoirs magnifiques sans piétons, lampadaires ultra design, bitume parfait sur les routes, mairie toute neuve... enfumage généralisé.

LA FOLIE NUCLÉAIRE À LA FRANÇAISE

La France est devenue le pays le plus nucléarisé au monde par habitant depuis que de Gaulle a décidé de créer une force de dissuasion atomique, une œuvre poursuivie par ses successeurs avec le développement insensé de l'énergie atomique civile. « *Pas de pétrole mais des idées* » était la phrase fétiche de l'époque. Contrairement aux promesses du passé, aujourd'hui le prix du mégawatt-heure issu de l'énergie nucléaire est de plus en plus élevé. Comparé aux énergies renouvelables dont le prix baisse continuellement, il n'est déjà plus compétitif. Les causes en sont le vieillissement des 58 réacteurs avec la contrainte du grand carénage, l'obligation de monter le niveau de sécurité après le dramatique et très « critique » accident de Fukushima, la prise en charge du démantèlement à venir, la gestion des déchets dont le tonnage augmente considérablement, 2kg par personne et par an. Cela sans parler de l'absence d'assurance des risques par EDF, le producteur des 75% de l'électricité française d'origine nucléaire. Le véritable assureur ce sont les contribuables, bien sûr sans leur avoir jamais demandé leur avis. L'éclatante évidence est qu'aujourd'hui, les Français librement informés demanderaient et obtiendraient l'arrêt immédiat du nucléaire. Énormes risques encourus, démantèlements longs, difficiles et très chers, déchets ingérables, prix de la filière exorbitant, tout plaide pour l'arrêt. Aux États-Unis, il n'y a plus de construction de centrale nucléaire. Cette industrie étant privatisée et les assurances refusant d'en assurer les risques, tout développement en est devenu impossible.

En France, il en va tout autrement, l'État est propriétaire d'EDF, le gestionnaire des centrales. Der-

rière lui, un énorme lobby allant de l'administration de cette industrie par le corps des ingénieurs des mines depuis un demi-siècle, les grandes entreprises de travaux publics, les cimentiers et d'autres encore ont tout à gagner à ce que cette industrie perdure. Les 11 milliards d'euros dépensés pour construire l'EPR de Flamanville, dont la mise en fonction est continuellement retardée, sont sortis de la poche des contribuables et des consommateurs d'électricité. Ils sont déjà tombés dans celles du privé telles la société Bouygues à Flamanville et bien d'autres. Areva en faillite et EDF avec une dette de 37 milliards d'euros ont contraint l'État français - donc nous tous - à les recapitaliser.

Depuis le début de l'utilisation de l'énergie nucléaire, il y a moins de 50 ans, la question des déchets est une question non résolue. Le cœur des lobbyistes a toujours répondu : la technique trouvera la solution. Admettre que l'enfouissement profond n'est pas une solution, serait reconnaître que non, la science et le progrès ont été incapables de résoudre la gravissime question des déchets, ce qui impliquerait, dans une logique de précaution, l'abandon du nucléaire. Il en va de même pour les déchets de la combustion des énergies fossiles. Le CO2 réchauffe le climat avec une vitesse incroyable, et non, la science ne sait pas l'éliminer. Le reconnaître serait admettre qu'il faut cesser d'utiliser les énergies fossiles sans attendre. L'ensemble du monde moderne bâti sur la sacralisation du progrès et de la technique, la civilisation thermodynamique serait alors fortement remise en cause.

Quand l'accident de Tchernobyl s'est produit, nos amis de l'atome ont dit, c'est grave mais les Russes ne sont pas des gens sérieux, ce serait impossible chez nous. Le professeur Pellerin a fait croire que le nuage radioactif s'était arrêté à nos frontières. Les nombreux cancers de la thyroïde en France, un hasard malencontreux ! Quand celui de Fukushima s'est produit, dans un pays aussi techniquement perfectionné que le Japon, on a menti pour minimiser l'énorme impact sur les populations et la nature et on continue à le faire. Quand un gravissime accident se produira en France, que diront-ils ? La faute à pas de chance ! Avec des réacteurs vieillissants, utilisés au-delà des 30 années pour lesquelles ils ont été construits, des employés à 80% en sous-traitance perdant les savoir-faire, les problèmes financiers d'EDF et la multiplication des « incidents nucléaires », la probabilité d'un gros accident augmente chaque jour. Espérons que, au-delà d'une catastrophe probable et dramatique pour nous tous et la nature, ce sera enfin la fin du nucléaire mondial. Et qu'enfin la population comprendra et cessera de révéler la technique, en général, comme on croit en Dieu. S'il n'est pas trop tard !

Nicolas Sersiron, intervenant/conférencier pour le CADTM, auteur de *Dette et extractivisme, Utopia, 2014* et du livre collectif *Creuser jusqu'où ?, Écosociété, 2015*.

Ces faits devraient aussi faire réfléchir sur les rapports communautés-États. Voulons-nous des pays morcelés en régimes communautaristes (pratique pour les empires) ou des structures politiques plus larges qui ne soient pas liées à des groupes culturels déterminés mais qui les représentent tous et favorisent leur vivre-ensemble ?

Cela peut aussi faire réfléchir sur le sens d'un pays comme la Belgique (malgré, là aussi, ses nombreux défauts et absurdités), sorte de miniature de l'ex-Yougoslavie, avec trois langues officielles, une autonomie culturelle et en partie politique des communautés principales, une reconnaissance des religions de groupes culturels issus des migrations, etc. (Certes, concernant la reconnaissance des langues, elle ne concerne pas encore le wallon, ou en-

core le limbourgeois. Mais il faut espérer que ces « petites » langues nous seront aussi reconnues dans l'avenir).

Ce qui nous amène aux modestes moyens de résistance : outre l'étude de faits comme ceux-ci, il y a l'intérêt porté aux voisins, à leurs langues et cultures, qu'ils soient néerlandophones, maghrébins, slaves... Si les peuples et communautés étaient réellement liés, il ne serait pas si facile de les diviser pour régner.

Un exemple assez fascinant, lié à ce texte : un copain m'a proposé d'écrire, pour *Kairos*, un article qu'il traduirait en wallon (c'est ce qui m'a donné l'idée de rédiger ceci). Il faut savoir qu'il est d'origine roumaine (né en Transylvanie où il a longtemps

vécu), et que, passionné par les cultures, il a appris notamment le français, le néerlandais, l'allemand, ainsi que le wallon... (Et ce n'est pas une blague). Autant de petits actes de résistance ?

Daniel Zink, coordinateur de l'asbl Carrefour des Cultures

La version wallonne de l'article sera bientôt publiée sur le site de Kairos, ainsi que dans le périodique *Li Rantoele*, n°87, sous le titre "*Balkanix-haedjes planifyis*", traduction wallonne de Georges Staelens-Sfasié.

GOETHE ET STEINER, UNE SCIENCE EN DIALOGUE AVEC LA NATURE

Deux grands précurseurs de l'écologie, à découvrir ou à revisiter

Entretien avec Paul Lannoye

Goethe est aussi fameux comme poète et écrivain qu'il est peu connu comme homme de science. Si on lui reconnaît une série de découvertes importantes dans ce domaine, on n'a pas réellement prêté attention au cœur de son approche et à la vision qui s'en dégage. Pourtant, c'était dans ses travaux scientifiques sur la nature qu'il voyait son œuvre la plus importante⁽¹⁾. Et Rudolf Steiner estimait que Goethe a accompli à l'égard du vivant un tournant scientifique aussi important qu'un Galilée à l'égard de l'inorganique⁽²⁾, dépassant ainsi l'approche matérialiste de la nature, et ouvrant de nombreux potentiels pour un nouveau rapport avec elle.

Le même Steiner a fortement développé ces potentiels. Au niveau de la pensée, il a dégagé et exposé la méthode et la théorie de la connaissance utilisées intuitivement par Goethe. Au niveau pratique, il a initié la biodynamie, la thérapie par les couleurs, ou encore un enseignement qui, de même que Goethe a marié science et art, s'attache au déploiement de toutes les dimensions de l'être humain, pas seulement l'intellectualité. Mais là aussi, cette œuvre est encore peu connue et reconnue, notamment dans le monde académique. La raison centrale du manque de prise en compte de ces deux chercheurs : leur forte remise en question de la science dominante.

Lors d'une discussion avec Paul Lannoye, j'ai appris qu'il a pu découvrir différents aspects de ces deux œuvres et de leurs applications et qu'il les a prises très au sérieux. Qu'une personnalité aussi reconnue pour sa rigueur et de formation scientifique poussée ait mené une telle approche, cela m'a fortement motivé à l'interviewer sur le sujet.

Qu'est-ce qui a poussé un physicien à s'intéresser à l'approche de la nature de Goethe et aux travaux de Steiner ?

Paul Lannoye : J'ai découvert ces auteurs à travers la biodynamie, la technique agricole développée par Steiner qui, avant d'initier cette méthode, avait beaucoup travaillé sur l'œuvre scientifique de Goethe.

J'ai d'abord été intrigué par ces approches, d'autant que je suis à la base un rationaliste classique (j'ai fait mes études à l'ULB, haut lieu de ce rationalisme). Donc, mon école de pensée est à priori à l'opposé des approches en question. De plus, dans la biodynamie, il y a des choses que le commun des mortels considérera comme des trucs de sorcières (je pense à ces préparations au purin d'ortie qu'il faut mettre en mouvement, dynamiser, comme l'explique Steiner, sur base de l'idée que la matière naît du mouvement). Mais j'ai été interpellé par les résultats de cette méthode d'agriculture qui sont exceptionnels et même magnifiques. J'ai pu constater ça notamment dans le domaine des bons vins, dont je suis amateur. J'ai donc aussi abordé les textes de ces auteurs et ils ont suscité mon intérêt intellectuel. Bien sûr, Goethe et Steiner avaient le niveau

de connaissance scientifique de leurs époques et ils utilisaient le langage d'alors. Mais, malgré ça, j'ai vu qu'il y a du fond dans leurs travaux, qu'ils se basent sur des choses pertinentes, notamment des liens entre le cosmos et la nature terrestre. Les agriculteurs biodynamiques tiennent compte, entre autres, des positions de la lune et des planètes, par rapport aux moments de leurs différents travaux agricoles.

Concernant des liens de ce genre, j'ai pu découvrir des choses étonnantes, pendant mes études (j'ai fait ma thèse en astrophysique) mais aussi plus tard, quand je me suis occupé de la pollution électromagnétique. Et ces découvertes ont fait que j'étais naturellement ouvert à la mise en relation de l'agriculture et du cosmos. J'ai pu constater que dans l'ionosphère on trouve des ondes électromagnétiques qui ont la même fréquence que des rayonnements du cerveau humain, notamment la fréquence de 7,5Hz, qui est dominante, dans le cosmos. Je trouve fascinant qu'elle se retrouve justement dans l'organisme humain...

Quand on constate des phénomènes de ce type, on n'est pas étonné que le cosmos puisse avoir des influences importantes sur le vivant, que ce soit à travers des ondes électromagnétiques ou gravitationnelles. Et je pense que dans le domaine de la biodynamie, mais aussi de l'homéopathie ou encore de la naturopathie (argile, etc.), on a justement des processus subtils liés aux ondes. Il ne serait pas du tout étonnant que de tels processus puissent augmenter ou diminuer la qualité d'un produit agricole. Steiner n'avait pas la connaissance qu'on a aujourd'hui par rapport aux ondes mais il met notamment en évidence des fréquences acoustiques, liées elles aussi à des fréquences qu'on rencontre dans le cosmos et il a étudié leurs effets sur le vivant.

« Si beaucoup se présentent comme des rationalistes, ils se comportent en fait comme des religieux intolérants... »

Certes, je ne sais pas comment de tels processus se passent au juste, d'autant plus qu'ils ne sont en général pas étudiés puisqu'ils fragilisent les théories dominantes. Car, si beaucoup se présentent comme des rationalistes, ils se comportent en fait comme des religieux intolérants...

En même temps, il y a des évolutions. Par exemple, récemment, j'ai rencontré par hasard un ancien camarade d'étude, après qu'on se soit perdu de vue il y a 30 ans déjà. C'est donc quelqu'un qui est passé par le même bain de rationalisme que moi. Mais il s'est avéré qu'il a finalement suivi un parcours très proche du mien, par rapport à ces choses, puisqu'il est maintenant totalement enthousiasmé par la biodynamie et ses résultats exceptionnels...

Et plus généralement, j'ai pu découvrir des choses et des personnes passionnantes dans ce domaine. Un des meilleurs vins existant, le Romanée Conti, est un vin biodynamique. Son producteur, Aubert

de Villaine, est une autorité incontestée dans le monde viticole. C'est lui qui a porté à l'UNESCO le débat sur la reconnaissance des Climats de Bourgogne comme patrimoine mondial. Les Climats de Bourgogne sont plus de 1.000 parcelles de vignes, toutes différentes les unes des autres car elles ont chacune leurs caractéristiques propres au niveau de la géologie et de l'ensoleillement. Elles produisent donc chacune un vin particulier, avec le même cépage, la même plante. C'est une diversité extraordinaire et la reconnaissance par l'UNESCO a eu lieu.

Et d'un autre côté, on trouve aussi des viticulteurs biodynamiques qui produisent un vin remarquable avec un terroir pas du tout génial. Et ça, sans utilisation d'aucun produit polluant, comme notamment le cuivre, dont on a pourtant besoin dans l'agriculture biologique non biodynamique. Seules sont utilisées des préparations à base de plantes. Tous les connaisseurs de vin reconnaissent la valeur des produits en question, même quand ils ne comprennent rien à cette méthode.

Ces approches semblent donc se distinguer du rationalisme. En même temps, les travaux de Goethe sur la nature se veulent une œuvre scientifique ; et Steiner, lui aussi, accorde une grande importance à la science et à la rigueur. Faudrait-il donc parler de différentes formes de rationalisme ? Et ces auteurs sont-ils parvenus à la rigueur qu'ils visaient ?

Il faut voir qu'une science est toujours aussi le produit de son époque, un produit socioculturel, politico-philosophique. La science qui domine depuis 200 ou 300 ans est sortie du XVIIIe siècle. C'est une approche spécifique, basée sur des connaissances, des préjugés, une vision du monde qui régnaient à cette époque. Par exemple, Darwin a produit un discours qui correspondait au moins pour une bonne part à ce qu'on attendait de lui, dans la société (au sujet de l'écrasement des faibles par les forts...). Et je pense que les approches de Goethe puis de Steiner sont arrivées à des moments où l'on n'était pas prêt à les recevoir. Mais elles sont tout aussi scientifiques. Et même plus rigoureuses que celles de la science dominante car celle-ci est réductrice. Et ce qui est réducteur est forcément faux, au moins en partie.

Il faut voir, aussi, ce qu'on entend par « science ». Je pense que les mathématiques, la physique, etc., ne s'accrochent pas bien de l'idée de qualité. Or, dans un domaine comme l'agriculture, on est dans le vivant où d'autres dimensions apparaissent que ce qu'on peut mesurer, peser ou compter. Un aliment de qualité, ce n'est pas forcément qu'un aliment ayant telle quantité de protéines, telle quantité de vitamines... Une approche comme celle de la biodynamie apporte aussi l'idée d'un équilibre, en lien avec le cosmos notamment, qui va se retrouver dans l'aliment.

Les approches en question prennent aussi en compte d'autres dimensions que les sciences classiques ont tendance à laisser de côté, comme le domaine des émotions, de ce qu'on appelle l'âme.

Par exemple, Goethe a étudié les effets des couleurs sur les sentiments. On aborde en général ces effets comme quelque chose de purement subjectif mais si on place 10 personnes devant un champ de fleurs, leur grande majorité le trouvera beau. Ce qui montre qu'il y a quand même une forme d'objectivité, à ce niveau, apparemment. Il faut aussi relier ça avec le fait que Goethe était à la fois poète et homme de science. Il a bien vu à quel point l'émotion est importante à différents niveaux, en lien avec la connaissance notamment. Par exemple, dans le dernier *Kairos*⁽¹⁾, Servigne, Stevens et Chapelle notent que la distanciation avec laquelle les scientifiques parlent du réchauffement climatique fait que leur discours n'a pas vraiment d'effet. Je dirais qu'un Goethe et un Steiner ont développé des approches scientifiques à la fois plus engagées et plus globales. Mais comme leurs points de vue contredisent des postulats de la science dominante, ils sont gommés par elle qui, très souvent, ne supporte pas la contradiction...

« *L'idée d'intelligence artificielle n'a aucun sens. Tandis que dans la nature, l'intelligence est partout...* »

Au sujet de l'âme et du vivant, on constate que les sciences dominantes continuent bien souvent à concevoir la vie comme la conscience d'une façon très matérielle, peut-être même plus qu'avant (voir les tendances des neurosciences, l'idée d'intelligence artificielle...). Pour des chercheurs comme Goethe et Steiner, par contre, la vie et l'esprit sont des réalités irréductibles à la matière.

Oui, il y a une forte tendance à réduire presque totalement le vivant à l'inanimé. L'idée d'intelligence artificielle est la forme la plus extrême de cette tendance. Mais cette idée n'a en fait aucun sens, c'est une pure contradiction. D'abord, l'intelligence, ce n'est bien sûr pas seulement aligner des chiffres ou établir des statistiques. Il y a aussi le fait de donner un sens aux choses, ce qu'on a évoqué à propos du lien aux émotions... Un ordinateur n'est donc qu'une imitation de certains aspects de l'intelligence. Plus généralement, on ne tirera jamais la conscience d'une machine. Tandis que dans la nature, l'intelligence est tout simplement partout... C'est notamment ce qu'a une nouvelle fois mis en valeur, d'une particulièrement belle façon, un excellent livre de Peter Wohlleben, *La Vie secrète des arbres*⁽²⁾, qui fait apparaître notamment des phénomènes de communication entre les plantes. Wohlleben considère même qu'une forêt est un organisme qui possède une intelligence propre. De telles approches rejoignent celles de Goethe et Steiner qui avaient déjà tout à fait dépassé cette réduction du vivant à l'inanimé et cherchaient précisément à comprendre cette intelligence dans la nature et l'être humain.

Pour en revenir à l'idée de science, Steiner - et cette démarche était en germe chez Goethe - a tenté de développer une véritable science de l'esprit. Est-ce possible ? Et y est-il parvenu ?

C'est tout à fait ce qu'il me semble, même si je ne connais pas du tout l'ensemble de son œuvre et ne peux donc pas vraiment me prononcer sur cette question. Mais je pense en tous les cas que c'est une voie qui mérite d'être explorée ; le comble de l'absurde, ce serait de la rejeter a priori.

As-tu pu découvrir d'autres développements pratiques initiés ou inspirés par ces auteurs, en plus de la biodynamie, comme notamment les écoles alternatives ?

Concernant ces écoles, je n'ai pas pu les découvrir de près mais ça m'a l'air vraiment intéressant. Par contre, j'ai pu approcher la médecine anthroposophique, développée par Steiner. C'était dans mon travail de parlementaire européen, quand j'ai lancé le débat sur la reconnaissance des thérapies non-

conventionnelles au niveau de l'Europe, ce qui m'a valu des batailles contre les scientifiques de service, à commencer par les médecins classiques. Dans les 7 ou 8 approches thérapeutiques que j'ai défendues dans ma proposition de résolution (homéopathie, ostéopathie, chiropractie, etc.), j'ai inclus la médecine en question.

Autour de ce travail, j'ai rencontré une série de médecins alternatifs, dont des médecins qui se basent sur les travaux de Steiner, en particulier le docteur alsacien Robert Kempenich, quelqu'un de brillant et de très sympathique. J'ai collaboré notamment avec lui quand j'ai rédigé tout un rapport pour la commission santé/environnement du parlement. Pour la petite histoire, la proposition de résolution en question a été adoptée mais je n'ai finalement pas voté pour elle car j'ai trouvé qu'elle avait été trop amendée... Mais elle a tout de même apporté des évolutions, en définitive.

Toujours au sujet de la médecine anthroposophique - et aussi en lien avec l'enseignement, finalement -, j'ai également été invité à l'époque à visiter, en Angleterre, une école pour des personnes ayant des problèmes mentaux. On y utilisait entre autres des thérapies anthroposophiques basées sur les couleurs, où se retrouvent, là aussi, les approches de Goethe dans ce domaine⁽³⁾. J'ai passé là-bas 3 ou 4 jours et j'ai trouvé ça passionnant.

Quant aux églises et au catholicisme en particulier, si j'ai beaucoup d'intérêt pour tout ce qui est spirituel et si je trouve que le christianisme a inspiré de très grandes choses, je suis aussi de l'avis que cette église, comme tant d'institutions, est devenue répressive, rigide, fermée, nocive, en tout cas au niveau de sa direction, surtout. Bien entendu, il s'y est aussi toujours trouvé des personnalités de valeur (le pape actuel me semble être l'une d'elles, même si ce qu'il peut faire est bien sûr très limité). Mais dans l'ensemble, les dégâts de cette institution sur l'être humain sont dramatiques.

Si Steiner a un style clair (dans ses écrits car il y a aussi des conférences), Goethe n'est pas toujours facile d'accès. Y a-t-il des parties de son œuvre scientifique ou des livres ou auteurs qui aideraient à y accéder ? Les éditeurs des œuvres complètes de Goethe ont fait appel à Steiner pour l'introduction des textes scientifiques. Ses propres écrits sur les travaux de Goethe sont-ils de bonnes introductions à ces travaux ?

Tout à fait, d'autant qu'il a développé des choses qui étaient plutôt encore en gestation chez Goethe. J'ai aussi trouvé très intéressant un livre d'un scientifique anglais, Henri Bortoft, *La Démarche scientifique de Goethe*⁽⁴⁾.



Illustration: Adèle Jolivard

« *Les institutions deviennent vite le contraire de ce qu'elles se veulent au départ. J'ai connu ça de près...* »

Goethe comme Steiner étaient très attachés à la liberté, à l'idéal que chaque être humain puisse se guider par lui-même, grâce à la connaissance et une pensée libre. Steiner, en particulier, était très critique à l'égard des institutions qui font bien souvent obstacle à cette liberté et deviennent vite le contraire de ce qu'elles se prétendent. Ses critiques ont visé notamment les églises, en particulier l'église catholique à laquelle Goethe, également, a adressé de très fortes accusations. Quant à la société anthroposophique, fondée par Steiner, il a lui-même eu de gros problèmes avec elle... (Il est aussi intéressant de savoir, à ce propos, qu'il estimait la pensée anarchiste). Un avis sur ces points de vue ?

J'aime bien l'idée que les institutions deviennent vite le contraire de ce qu'elles se veulent au départ. J'ai connu ça de près, avec les partis écologistes...

Goethe et Steiner font-ils partie des auteurs qui peuvent particulièrement aider l'humanité, par rapport à ses défis actuels, notamment dans le domaine de l'écologie ?

Plus que jamais. Ils peuvent contribuer de façon prépondérante à donner de quoi relever ces défis, et je pèse mes mots.

Propos de Paul Lannoye, recueillis en avril 2018 par Daniel Zink

(1) « Conversations de Goethe avec Eckermann », Gallimard, 1949, p. 231.
 (2) Steiner, R., Goethe, *Le Galilée de la science du vivant. Introductions aux œuvres scientifiques de Goethe*, éd. Novalis, 2002, p.107.
 (3) Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Vincent Chapelle, « Climat : des tempêtes d'émotion à venir », *Kairos* n°34, mai 2018.
 (4) Peter Wohlleben, *La Vie secrète des arbres*, Les Arènes, 2017.
 (5) L'une des principales œuvres scientifiques de Goethe est « Le Traité des couleurs », *Triades*, 2000 (1ère édition : 1810).
 (6) Henri Bortoft, *La Démarche scientifique de Goethe*, Triades, 2001.

PUBS DE RÊVE POUR TOURISME DE MASSE

Illustration: Giulia Gallino



La vie dans nos sociétés hyper-technicisées, artificialisées et où beaucoup sont esclaves de boulots qu'ils n'aiment guère rend la fuite de plus en plus désirable pour de nombreux contemporains. Même s'il n'est que provisoire sous le nom de vacances, ce besoin a bien évidemment été capté, amplifié, dirigé par la publicité. Ou, comment un désir humain fondamental est réintégré dans un circuit économique en pleine expansion.

Bernard Charbonneau, ce précurseur de la décroissance, déjà en 1937, analysait le phénomène du tourisme et prévoyait son dévoiement dans un texte prophétique : « *Le sentiment de la nature, force révolutionnaire* »⁽¹⁾. Il disait : « *Le loisir, une rigolade ? Non, c'est le travail artificiel imposé par la société actuelle qui mérite d'être traité avec ironie ; nos loisirs, affaire secondaire ? Mais c'est le seul moment où nous pouvons vivre sans arrière-pensée, chemise ouverte, faisant des calembours, connaissant enfin la joie d'apaiser notre faim et notre soif* ». Il y a 80 ans, il décrivait poétiquement la récupération du besoin de nature par une affiche publicitaire : « *Une rue sous la pluie, mais un employé soulève une tenture, dévoile une échappée sur la montagne neigeuse où se détache un sapin solitaire, un wagon arrêté, un quai recouvert de neige où sont posés un sac et une paire de skis, une vallée se reflète dans la vitre. Faire l'expérience de ces affiches, c'est prendre conscience de la puissance de la publicité et faire la philosophie du sentiment de la nature auquel elles s'adressent* ».

Voyons comment, en 2018, la publicité joue sur la même corde sensible : site internet, photos sublimes de paysages du sud-est asiatique et cette phrase :

« *C'est sans doute une envie d'évasion qui vous a conduit à nous. Notre engagement est de rendre accessibles des lieux retirés, de favoriser la rencontre avec les populations pour goûter l'authenticité (...) permettre de s'insérer dans la réalité humaine et géographique du pays sans la perturber* ». Une authenticité très encadrée réservée à une minorité favorisée : 10 jours pour 2.219€ sans le transport aérien...

Ce luxe pour privilégiés qui se croient écolos est plutôt minoritaire et c'est le touriste ordinaire que draguent surtout les publicités. Pour cela, *low cost* et *all inclusive* sont de rigueur pour faire croire aux gogos qu'ils peuvent se permettre les rivages de la Méditerranée en deux coups d'aile. Les suppléments viendront plus tard... Kérosène non taxé, exploitation des travailleurs locaux, destruction de l'environnement local sont les conditions qui rendent possible le tourisme de masse qui devient une véritable nuisance.

UN SECTEUR ÉCONOMIQUE EN CROISSANCE

Si la publicité touristique prend de l'ampleur, c'est parce que le secteur devient une priorité économique, en particulier pour certaines régions. L'Europe publie sur ce sujet des statistiques éclairantes⁽²⁾. Si ce sont l'Espagne, l'Italie et la France qui comptent le plus de nuitées dans des établissements touristiques (300, 200 et 125 millions), ce sont la petite île de Malte et la Croatie qui connaissent la plus grande intensité touristique (21 et 18 nuitées par habitant). On comprend que dans certaines régions, les indigènes en aient

ras-le-bol. Au-delà des résistances locales s'est mis en place le réseau SET (villes du Sud de l'Europe face au Tourisme de masse) qui organise des actions de protestation et moyens de pression communs afin de « *poser des limites à l'industrie touristique* », voire viser sa décroissance, dans une série de lieux : une dizaine de villes espagnoles, dont Majorque, Barcelone et Madrid, les îles Canaries, Lisbonne, Venise et la République de Malte. « *Industrie* » : le terme décrit exactement ce qu'est devenu le tourisme de masse pour des multinationales. Les gouvernements, dans leur logique productiviste, soutiennent évidemment cette industrie. Il faut dire que le tourisme représente 18,3% du PIB de la Croatie, 13,2% de celui de Malte, 6,8% de celui du Portugal et... 2,5% de celui de la Belgique.

Mais d'où viennent ces cohortes de touristes ? Là aussi Eurostat fournit des chiffres précis : en 2016, les Allemands ont fait 256 millions de voyages, les Français 196 millions, les Britanniques 149 millions et les Belges... 16 millions. Cela ne veut cependant pas dire que tout le monde part en vacances : si 89% des Finlandais partent au moins une fois en vacances par an, ce ne sont que 35% des Grecs qui ont ce plaisir. En Belgique, ce serait 62% des résidents qui voyagent, c'est-à-dire quand même 38% qui ne quittent jamais leur domicile. Et pour ceux qui partent, les inégalités sont très grandes, entre les 11,2% qui partent pour un voyage court de 1 à 3 nuitées dans le pays et les 53,2% qui partent pour plus de 4 nuits dans des voyages au long cours, entre ceux qui ne prennent qu'une fois des vacances (40%) et ceux qui partent plusieurs fois (17%).

LES MODES DU MOMENT

Le sentiment de nature est très naturellement utilisé pour attirer les clients potentiels. Cela donne des offres apparemment assez écologiques : tentes (berbères ou tipis indiens de préférence), yourtes, péniches, terriers, grottes, cabanes flottantes ou nichées dans les arbres. Le retour aux rêves d'enfant et l'immersion profonde dans une nature aussi sauvage que possible sont des appâts fort employés ces dernières années. 200 ou 300€ la nuit quand même, alors que le camping, parfois vraiment sauvage lui, est une formule très bon marché mais qui est aujourd'hui réservée à une minorité qui a encore quelques restes d'esprit aventurier. Le confort bourgeois et le besoin de sécurité poussent la plupart à ne prendre des risques que très mesurés et très encadrés. La réclame pour ce type de vacances pseudo-naturelles est généralement promue non pas par des formules habituelles de publicité mais par des reportages « informatifs » insérés dans des émissions télévisées. En ces mois d'été, pas un JT où ne passent 5 à 10 minutes de « reportages » sur ces vacances « insolites » dont aussi les nuitées dans des lieux de prestige (palais, châteaux, églises...). Mais là, une nuit peut atteindre les milliers d'€...

On assiste donc à un embourgeoisement progressif du tourisme. Quand on voit ce qu'est devenu le club Med, créé en 1950 sur une plage de Majorque par un joueur de water-polo belge avec des tentes et du matériel de cuisine achetés aux surplus de l'armée américaine et où les clients devaient mettre la main à la pâte, on mesure l'évolution et la croissance économique incroyable vécue dans nos sociétés. Pas étonnant que les Sénégalais de la côte de Casamance appellent Club

Merde cet établissement de luxe protégé par de sévères milices pour les empêcher de venir y vendre quelques babioles qui les aideraient à survivre...

LE TOURISME DURABLE, ÇA N'EXISTE PAS

Contrairement à ce que tentent de faire croire certaines pubs, tout touriste a un impact sur les lieux qu'il fréquente. En quelques décennies, beaucoup des côtes méditerranéennes de l'Europe ont été sévèrement abîmées par les constructions destinées au tourisme de masse. Maintenant, c'est l'Afrique du nord, la Turquie, et l'Asie du sud-est qui sont défigurées. Les États-Uniens s'occupent, eux, de coloniser touristiquement l'Amérique du sud.

Un reportage édifiant vient de passer sur Arte : *La montagne, nouvel Ibiza*⁽¹⁾. On y voit comment des

montagnards durs au gain ont transformé de paisibles villages et de belles vallées en stations de sports d'hiver gigantesques et continuent à aplanir les montagnes au bulldozer pour le plaisir des skieurs. Paradoxe : cette course au productivisme dont ils sont un des éléments provoque un tel réchauffement de la température qu'ils doivent multiplier les canons à neige consommateurs de quantités énormes d'eau et arrêter les stations les moins élevées (nouveaux villages abandonnés en perspective ?). Et, comme à Ibiza, la nature (mer ou montagne) n'est plus qu'un prétexte pour de folles nuits dans des dancings identiques à ceux des villes.

Voyager, c'est bien autre chose que le tourisme qui, encadré par une publicité racoleuse, n'est plus qu'un prétexte à trouver des endroits emblématiques où l'on pourra faire un *selfie* de soi pour prouver aux connaissances que l'on est allé à l'une de ces *places to be*. Voyager, c'est prendre le risque de la rencontre de l'autre, la possibilité d'être profon-

dément changé par la découverte qu'il existe autre chose que son train-train plutôt médiocre. Et puis, concluons avec l'avertissement de Bernard Charbonneau : « *Ce n'est pas d'un dimanche à la campagne [une quinzaine aux Seychelles] dont nous avons besoin mais d'une vie moins artificielle* ».

Alain Adriaens

(1) Ce texte vient d'être réédité, avec d'autres textes pionniers de l'écologie politique, dans *Nous sommes révolutionnaires malgré nous*, Bernard Charbonneau, Jacques Ellul, Seuil, Anthropocène, 2014 [1937], aussi accessible gratuitement en ligne sur La Grande Mue, le site dédié à la pensée de Charbonneau : <https://lagrandemue.wordpress.com/2016/03/01/le-sentiment-de-la-nature-force-revolutionnaire>

(2) http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Tourism_statistics/fr

3. <https://www.youtube.com/watch?v=3DnhXMTMRsw>

CHOUETTE, VIVEMENT UNE CATASTROPHE NUCLÉAIRE CHEZ NOUS AUSSI

Bouli Lanners

CHOUETTE, VIVEMENT UNE CATASTROPHE NUCLÉAIRE CHEZ NOUS AUSSI*

Parfois, on ne comprend pas. On ne comprend pas comment une vidéo comme « Après la catastrophe de Tchernobyl, qu'en est-il de l'environnement » a pu être publiée, le 6 août, sur le site de la RTBF. Sur la vidéo, on voit un encart qui lie Jim Beasley (biologiste à l'université de Géorgie et nucléocrate confirmé) et la vidéo elle-même, au National Geographic. Après avoir fait l'apologie des cultures OGM, il faut savoir que National Geographic est un comparse du *Forum du nucléaire belge* (voir les vidéos du Forum sur Youtube). Et il faut savoir que le forum nucléaire belge, c'est un peu *La Pravda* du lobby nucléaire.

Grâce à vous, chers amis du forum nucléaire, on se réjouit maintenant d'avoir une catastrophe nucléaire chez nous. Pour que des renards malades puissent s'ébrouer gaiement dans des immeubles habités par des sapins pendant que l'homme, heureusement, aura été retiré du système afin d'éclipser largement tout effet potentiel des radiations.

Merci de nous prendre pour des cons. Merci de minimiser la souffrance des animaux dont la vie est amoindrie par toutes les merdes qu'ils se chopent mais qu'on ne voit pas sur ces belles images. Merci d'occulter les conditions sanitaires catastrophiques de centaines de milliers de personnes qui vivent sur un territoire contaminé, grand comme plusieurs fois la Belgique.

Merci d'oublier de parler des enfants. Les médecins du Belarus rencontrent des cas de diabète chez les nouveau-nés, constatent une grande baisse de l'immunité et beaucoup d'anémies. Les maladies infectieuses se manifestent avec beaucoup plus de gravité. Ils observent aussi l'apparition de maladies qui, habituellement, ne sont pas caractéristiques des enfants (forte tension artérielle, altérations du rythme cardiaque, cataractes...). Les malformations du cerveau chez les nourrissons et les anencéphalies ont doublé au Belarus depuis la catastrophe de Tchernobyl.

Et, enfin, merci d'oublier de préciser que Tchernobyl, 32 ans après, c'est pour les « liquidateurs » de 25.000 à 125.000 morts et plus de 200.000 invalides... Et pour les populations exposées à la contamination, un bilan qui sera, selon les estimations de l'OMS, de 14.000 à plus de 985.000 morts à travers le monde. Mais ça, pour vous, ce n'est peut-être qu'un détail de l'histoire.

Merci et bonne journée, et allez donc passer quelques jours en famille là-bas. Il paraît que les hôtels ne sont pas trop chers.

Bouli Lanners, membre de Fin Du Nucléaire et fondateur du RAN

Voir « À Tchernobyl et Fukushima la radioactivité a gravement impacté la faune sauvage », un article de Timothy A. Mousseau, professeur de biologie de l'Université de Caroline.

* Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.

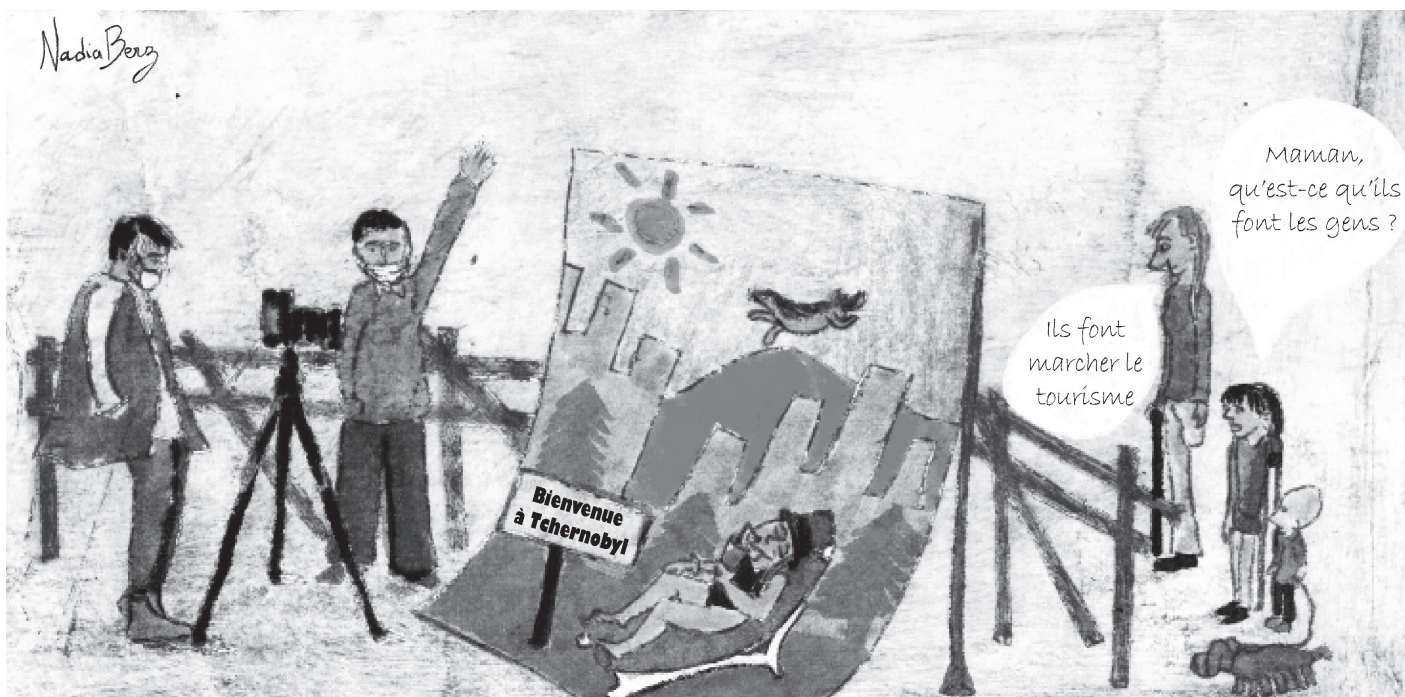
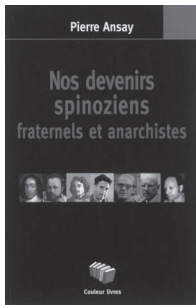


Illustration: Nadia Berg

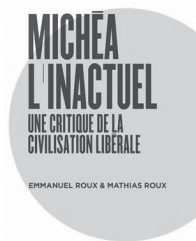


Bien des articles que vous pouvez lire dans *Kairos* font référence aux pensées de philosophes car celles-ci aident à comprendre la folie du monde techno-capitaliste qui est le nôtre. Mais si la critique est forte, les élucidations fécondes, on reste parfois sur sa faim quant aux propositions politiques offrant une perspective philosophiquement crédible de sortie de l'impasse de notre civilisation. C'est là tout l'intérêt du livre de Pierre Ansay, *Nos devenirs spinoziens, fraternels et anarchistes*. Devenirs, justement : en croisant les regards de philosophes qui irriguent souvent la pensée des décroissants (chronologiquement, Spinoza, Proudhon, Orwell, Foucault, Deleuze, Stengers, Michéa, Lordon, entre autres), Ansay parvient à extraire le fil rouge d'un futur désirable. Les deux mots du titre, « *fraternels* » et « *anarchistes* » résumant assez bien ce vers quoi ce qu'on appelle « la gauche » devrait, selon lui, aller, si elle veut sortir des ornières autoritaires, travaillistes, productivistes où elle a perdu plus d'un siècle suite aux errements marxistes-léninistes. On pourrait illustrer l'approche de l'anarchisme par Pierre Ansay par la petite phrase qu'il ajoute au slogan anarchiste bien connu « *Ni Dieux ni maîtres* » : [oui mais] « *résister à la passion de dominer ses semblables et à la bêtise groupiste* ».

Ce qui ne gâche rien, cette approche pratico-philosophique est servie dans une langue simple, entrelardée de jeux de mots limite vaseux qui ne déplairont pas à certains. Ansay resterait-il fidèle à l'esprit facétieux et résistant au quotidien qu'est ce héros de papier à qui il doit son *best-seller*, toujours chez Couleur livres, *Gaston Lagaffe philosophe* ?

Pierre Ansay, *Nos devenirs spinoziens, fraternels et anarchistes*, Couleur livres, 2013, 19€.

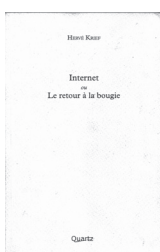
A.A.



Plus admiratifs que critiques, les deux Roux présentent et analysent l'œuvre d'un des philosophes français les plus en vue actuellement, Jean-Claude Michéa, qualifié à juste titre d'« *inactuel* » tant sa vision tourne le dos à la *doxa* libérale et progressiste. Irriguée par la psychanalyse, par Marx, Debord, Castoriadis, Pasolini, Mauss, Lasch et surtout Orwell, son œuvre briseuse de préjugés et de bien-pensance est répartie au long de neuf essais accusateurs, dont *L'empire du moindre mal* (Climat, 2007) est emblématique. Les principales clés de lecture sont passées en revue, expliquées et commentées : la double pensée de l'idéologie libérale ; la prévalence du droit et du marché ; la généalogie de la gauche (ses égarements, ses trahisons) ; le cycle du don ; la *common decency* (décence commune) ; la tradition civique. Ces concepts, Michéa les a redécouverts et remis à l'honneur. Le chapitre V présente ceux qui l'ont attaqué, pas souvent avec pertinence : Jean-Loup Amselle, Isabelle Garo, Philippe Corcuff, Frédéric Lordon et Anselm Jappe qui, lui, se montre plus constructif dans sa critique. Anticapitaliste avéré, Michéa prône le ressourcement politique auprès du socialisme pré-marxiste et du populisme russe, voyant dans Podemos un modèle à suivre. La discussion est ouverte sur ses positions polémiques et engagées. Ce livre y contribue et est une excellente introduction pour ceux qui n'ont pas encore lu ou pas l'intention/le temps de lire ses ouvrages.

Emmanuel & Mathias Roux, *Michéa l'inactuel. Une critique de la civilisation libérale*, Le Bord de l'eau, 2017, 198 pages.

B.L.



Ancien musicien du *show business*, le guitariste de jazz Hervé Krief (né en 1967) a brusquement pris conscience de la mauvaise tournure des événements du monde lors du krach financier de 2008. Après 10 ans de maturation, voici son premier

essai, où il livre un réquisitoire argumenté, mais par choix non chiffré, contre le cauchemar numérique et ses ravages psycho-sociaux, neurologiques, professionnels, économiques et écologiques. « *Le XIX^e siècle s'est attaché à détruire les savoir-faire, le XX^e siècle a détruit les savoir-être ensemble et le XXI^e siècle s'affaire à la destruction des savoir-penser* » (p. 12). Voilà qui n'est pas mal résumé ! À côté de nombreux exemples tirés de son observation directe, l'auteur convoque aussi, pour étayer son propos, W. Morris, L. Mumford, B. Charbonneau, J. Ellul, A. Gorz, Th. Kaczinsky, J. Semprun et les actuels Groupe Marcuse, H. Rosa, A. Gras, F. Jarrige et Ph. Bihouix. Radical, il ne tombe pas dans le piège des logiciels libres mais pointe plutôt l'omniprésence des écrans et le taux de connexion qui devient démentiel. Positiver, ce n'est pas son genre ! Sombre est le constat des « *humains connectés dans un monde malade, humains malades dans un monde connecté* », la « *femmécran* » et l'« *hommécran* » composent la nouvelle humanité standardisée et uniforme. Comme il faut bien ne pas totalement désespérer, l'auteur en appelle à la création de communes libérées de l'État, de la hiérarchie, du salariat, du marchandage, de la laideur, des ersatz et de la peur. Des communes qui « *devront probablement s'éclairer à la bougie* ». Il faut avoir le courage de le dire. Hervé Krief le dit et l'écrit.

Hervé Krief, *Internet ou le retour à la bougie*, Quartz, 2018, 95 pages.

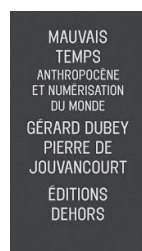
B.L.



Une mutation ontologique est à l'origine de l'Anthropocène, ce monde d'après-modernité dans lequel nous entrons, que nous ne maîtrisons pas même si nous en sommes à l'origine, et dont les dommages ne seront pas circonscrits dans le temps et l'espace. « *Le sceau de l'Occident moderne n'est autre que notre obsession à vouloir transformer toute espèce de donné naturel* » (p.73), celui-ci ne valant « *que pour autant qu'il est destiné à la transformation et à l'exploitation humaine* » (p.50). Aujourd'hui, c'est le consumérisme, co-extensif à la religion de la croissance, qui fait office de « *spiritualité honteuse* ». Bourg estime nécessaire de re-spiritualiser le monde, en tenant compte de l'extériorité de la nature par rapport à l'humanité, en « *[...] enracin[ant] le cogito dans le monde de la vie, celui de l'expérience immédiate [...]* » (p. 133), puisque l'exosomatisme - i.e. le développement extra-corporel de l'humanité et de ses techniques - nous a détachés du monde senti à force d'abstraction. Il apporte aussi d'intéressantes réflexions sur la démocratie, la croissance, le droit, l'éthique, le pluralisme, l'égalité et la science, tout cela en miroir avec le respect du donné. Quelle piste de sortie ? Celle d'un *monisme réflexif* qui ne séparerait plus la matière et la pensée, qui appréhenderait la réalité sous un double aspect physique et mental. L'humanité ne doit plus se considérer comme la pointe avancée de l'Esprit (adieu à Hegel), mais devenir consciemment solidaire du reste du vivant. Alors, « *nous pourrions insensiblement passer d'une civilisation du produire, présumé illimité et infini, à une civilisation du disposer, relative à un monde matériellement plus fini et limité qu'il ne l'a jamais été* » (p. 229). Une sage recommandation.

Dominique Bourg, *Une nouvelle Terre*, Desclée de Brouwer, 2018, 235 pages.

B.L.



Dubey et Jouvancourt tentent de tracer une généalogie du numérique en rapport avec la notion d'anthropocène, dont ils retrouvent des prémices aux XIX^e et XX^e siècles. On y découvre des chiffres impressionnants, comme la masse totale des infrastructures humaines estimée à 30.000 milliards de tonnes. Certains de leurs concepts sont convaincants, comme la « *cyber-énergétique intégrale* » ou encore « *un univers clos contraint de faire face à des problèmes d'auto-référentialité* ». On leur saura gré aussi

de critiquer l'idée de transition énergétique. Le chapitre intitulé « *L'ère du camouflage* », le plus intéressant, parle de l'invisibilité et du retrait des objets technologiques autonomes appréhendés sous l'angle d'un nouveau milieu naturel, anticipant les besoins et les désirs des individus, flattant leurs propriétés cognitives élémentaires et transformant leur expérience ordinaire en automatismes. Les auteurs relèvent également le principe d'une « *veille permanente* » exigée par la temporalité des machines. Dans leur épilogue, ils se demandent si l'on peut « *penser un temps social dans lequel l'éphémère, l'irrégularité, l'oisiveté, la rêverie peuvent justement reprendre ou trouver place au sein d'un nouveau rapport à la vie* » (pp.125&126). Néanmoins, ils donnent l'impression d'avoir voulu balayer le sujet trop largement et en trop peu de pages, en faisant parfois des liens qui ne s'imposent pas à l'évidence, comme celui entre réticularité et anthropocène.

Gérard Dubey, Pierre de Jouvancourt, *Mauvais temps. Anthropocène et numérisation du monde*, Dehors, 2018, 141 pages.

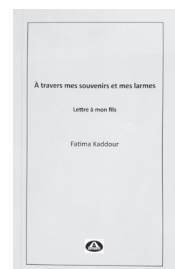
B.L.



Spécialiste de la critique du développement (cf. *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences-Po, 2007), G. Rist s'en prend ici au totem de la croissance. L'ouvrage est classiquement divisé en deux parties : le constat théorique et les solutions. La « *science* » économique dominante et ses présupposés idéologiques est responsable de la crise globale : l'ethnocentrisme et la Nature vue comme réservoir inépuisable destiné à assurer le bien-être de l'humanité. Pourtant, « *la prétendue scientificité de l'économie ne saurait donc l'exempter du jugement à la fois moral et politique que l'on doit porter sur elle. [...] L'économie est d'abord une science sociale et c'est sur ses conséquences politiques et sociales qu'elle doit être jugée.* » (p.57). De nombreux acteurs s'accrochent à l'ancien paradigme, soit en niant la gravité des problèmes, soit en avançant des fausses bonnes solutions comme le principe pollueur-payeur ou la mise à prix de la nature. Quant à la croissance, elle serait à même d'instaurer la paix sociale en multipliant les biens, chaque individu étant par essence un propriétaire et un calculateur-né agissant sur un marché que la *doxa* économique voit comme l'unique mode possible des échanges. Dans la seconde partie, Rist en appelle à la revalorisation des communs - qu'il distingue des biens publics -, à l'annulation des dettes illégitimes, à la création monétaire par les États, à l'extension du cycle du don et à la prise en compte des « *collectifs muets* » (animaux, végétaux, paysages, richesses naturelles). Notre relation à la nature n'est pas une affaire d'opinion ou d'intérêts partisans. Le combat est à la fois politique et théorique, devra non seulement compter sur la raison, mais composer aussi avec les passions humaines.

Gilbert Rist, *La tragédie de la croissance*, Les presses de Sciences-Po, 2018, 163 pages.

B.L.



Attribuer à celui qui commet des actes atroces la figure du monstre, si cela peut être une réaction humaine instinctuelle et provisoire empêche au-delà d'une certaine durée toute possibilité de début de compréhension. Les dirigeants l'ont bien compris, eux pour qui tenter de comprendre était déjà un pas vers l'excuse (« *comprendre c'est déjà excuser* », dixit Manuel Valls). Pour réhumaniser la figure publique du monstre, les mots d'une mère à son fils sont précieux. S'ils sont simples, ingénus, parfois empreints d'une incompréhension qui se cherche et ne trouve rien, on comprend (quoi de pire que de perdre l'enfant qu'on aime), ils offrent le temps de la pensée qui paradoxalement en réhumanisant Bilal, né à Bruxelles le 22 janvier 1995 et décédé à Paris le 13 novembre 2015, permet de penser

le social. Comme le dit le professeur Paul Delmotte dans la préface, évoquant le « radicalisme » : « Nos médias, nos "stars du JT" se sont-ils en effet posé la question du sens et des implicites d'un terme d'emblée repris volublement et de façon parfaitement pavlovienne (...) Combien ne considèrent-ils pas que c'est l'appartenance même à l'islam qui – moyennement "radicalisation" – mène nos "jeunes des banlieues" en Syrie et en Irak ? Exit donc les problèmes sociaux et politiques (...) Exit aussi – surtout ? - les interrogations sur les responsabilités de "nos" sociétés dans ces dérives ». Le « surtout » a tout son sens. Un livre d'une mère aimante, au-delà de tout, un livre courageux dans une société du prêt-à-penser.

Fatima Kaddour, À travers mes souvenirs et mes larmes. Lettre à mon fils, Antidote, 2018, 144 p., 10 euros. A.P.



Ce n'est pas la pensée politique de Pascal Boniface qui nous amène à parler de son dernier ouvrage, mais plutôt le fait que son témoignage offre la preuve irréfutable que toute critique publique à l'égard d'Israël est impossible, même quand on provient de milieux intellectuels somme toute peu

dangereux pour la caste dominante. Tout commence par une note que Pascal Boniface rédige en pleine campagne pour les municipales, alors que le « vote juif » est considéré par le PS comme « capital » pour la conquête de Paris. S'ensuivra un « torrent de boue déversé sur lui », avec son lot de diffamations, censures, menaces, l'homme étant désormais « l'antisémite ». Ceci suffira à vous faire une idée de l'ouvrage, nous préférons dès lors vous citer quelques évidences citées dans celui-ci : « [évoquant la comparaison avec la Yougoslavie] Pourquoi, alors qu'on ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur la Palestine, n'a-t-on non seulement évidemment jamais bombardé Israël, mais même simplement voté la moindre sanction à son égard. » (p.50) ; « Il me disait [parlant de Serge Weinberg] également avoir constaté avec consternation la présence de fascistes parmi les juifs » (p.68) ; « Imaginons un instant que des associations musulmanes demandent qu'il soit mis fin à une chronique parce que son auteur aurait des positions sur le conflit du Proche-Orient qui déplaisent. Cette intolérable atteinte à la liberté d'expression aurait immédiatement été dénoncée et on se serait insurgé contre ce communautarisme inadmissible » (p.71) ;

« Prendre position en faveur du droit des Palestiniens est immédiatement présenté comme une agression à l'égard d'Israël, pour ne pas dire une preuve d'antisémitisme, ce qui conduit à un silence largement répandu » (p.101) ; « Discuter de l'existence d'un tel lobby [juif pro-Israélien] relève-t-il de l'antisémitisme ? Aux États-Unis, la réponse serait négative, en France elle est affirmative » ; « Qui a eu des soucis professionnels pour avoir critiqué Yasser Arafat, Mahmoud Abbas ou le Hamas ? Personne ! On peut même faire des déclarations allégrement racistes à l'encontre des Arabes ou des musulmans et passer à travers les gouttes » (p.125). Etc.

Pascal Boniface, Antisémitisme, Max Milo, 2017, 205 p., 18 euros. A.P.



Une technique novatrice qui s'inspire de l'art du compostage, appelée humusation, est en pleine germination et réconcilie tant le spirituel que l'intégration de l'homme dans la nature. Un vrai retour à la terre semble inéluctable avec

pour conséquence une multitude d'avantages écosystémiques. Ce plaidoyer comprend 6 parties indépendantes les unes des autres, dont une présentation détaillée des étapes nécessaires pour l'humusation de dépouilles humaines en humus, un recueil de questions/réponses, des informations sur des reportages et articles de presse, ainsi qu'une partie essentielle sur les manières de soutenir la fondation Métamorphose, qui promeut cette technique innovante, en vue d'accélérer sa légalité et sa diffusion. Ce livre est le fruit d'un travail collectif de plusieurs des membres de la Fondation et de sympathisant(e)s. Il rassemble toutes les informations nécessaires à la découverte de ce nouveau concept et à la compréhension de cette nouvelle pratique funéraire, pourtant tellement évidente. Celle-ci pourrait profondément bouleverser notre vision de la mort et ainsi aussi celle de la vie... Comment n'y avons-nous pas pensé ? Pourquoi ne l'avons-nous pas fait plus tôt ? Ce livre inspirant est un bel outil pour se réconcilier avec l'espoir de réincarnation. Pour se le procurer : www.humusation.org

Plaidoyer pour l'humusation, Une nouvelle pratique funéraire en harmonie avec les processus du vivant,

Fondation d'utilité publique Métamorphose pour mourir... puis donner la vie, sans éditeur, 2018, 122 p., 14,50 euros.

Bertrand Vanbelle

Illimitations

Transhumanisme, capitalisme numérique, déni de la différence des sexes, nucléaire... comment nos sociétés refusent toute idée de limite et préparent le chaos.



Kairos
EDITION

Le numéro spécial de Kairos sera disponible sur commande et dans notre réseau de libraires, dès octobre 2018

À LIRE

L'AMI AMÉRICAIN

De 1940 à 1969, une « guerre de 30 ans » opposa la France à la volonté de puissance des États-Unis. L'animosité obsessionnelle qu'éprouvait le président Roosevelt pour Charles de Gaulle - au point d'entretenir les meilleurs rapports avec ses adversaires, y compris Vichy - s'explique par les projets américains pour l'après-guerre : la France serait traitée comme un pays vaincu et amputée d'une bonne partie de son territoire (au profit de l'Italie, ainsi que d'un État encore à créer qui inclurait le nord de la France, la Wallonie et le Luxembourg). C'est cette longue saga que nous conte Eric Branca dans son dernier livre, *L'Ami américain*.

Dans l'esprit de Roosevelt, après le Débarquement, la France serait placée sous protectorat américain. Son plan incluait la mise en circulation d'une nouvelle monnaie (qui fut bel et bien imprimée) et l'installation d'une administration américaine (l'AMGOT : Allied Military Government of the Occupied Territories) à la place de l'État français. Tout au long de la guerre, il soutiendra les adversaires de De Gaulle, qu'il s'agisse de Pétain (« Mon cher vieil ami » lui écrit-il encore en octobre 1942), de Darlan, de Giraud... À l'inverse, l'aide américaine à la France résistante sera tardive et plus que parcimonieuse car

de Gaulle, qui en avait pris l'initiative et la direction, étant vu par Roosevelt, conseillé par... Jean Monnet, comme un factieux et un aventurier.

Les passages consacrés à Jean Monnet mériteraient à eux seuls un article ! Bornons-nous à relever que, pour celui que de Gaulle appelait « l'inspirateur » (de la dissolution de la France, qu'il s'agisse de la fin de la guerre ou, plus tard, des projets « européens »), « la défense des intérêts économiques américains était devenue chez lui une seconde nature ». Ce que Monnet prouvera notamment lors du Plan Marshall.

Plus tard, durant la guerre d'Algérie, les successeurs de Roosevelt ne ménageront pas leurs efforts pour tenter d'écarter de Gaulle de la scène politique, y compris en finançant à la fois le FLN⁽¹⁾ et l'OAS⁽²⁾. Citons encore les soutiens aux intrigues du patronat français, l'affaire du « Québec libre », le casus belli de la bombe atomique, Mai 68...

Dans l'hostilité constante au gêneur français, une exception : l'auteur nous brosse un portrait surprenant du président Nixon, qui vouait au connétable de la France libre une admiration sans bornes.

De Gaulle voyait l'atlantisme comme « le vichysme en temps de paix ». Quoique loyal allié des Américains

lors de chaque grande crise internationale, il ne pouvait admettre la soumission de la France à la domination des États-Unis. On a pu constater, depuis, à quel point ses successeurs se sont employés à refermer la parenthèse de la France souveraine et, notamment, par le retour dans le commandement intégré de l'OTAN, à la transformer en vassale.

On pourrait, bien sûr, reprocher à Eric Branca de faire l'impasse sur la face sombre de de Gaulle (Sétif, octobre 1961...) mais ce n'est pas le sujet du livre. Il s'agit ici d'une page d'histoire, narrée avec un grand talent par l'auteur, qui a habilement exploité la déclassification des archives américaines et de nombreux témoignages jusqu'ici inexploités.

Eric Branca, L'Ami américain, 2017, éd. Perrin, 380 pages, 25,95€.

Michel Brouyaux

(1) FLN (Front de Libération nationale), l'organisation qui luttait pour l'indépendance de l'Algérie.

(2) OAS (Organisation armée secrète), organisation politico-militaire des partisans les plus radicaux du maintien de l'Algérie française.



Illustration : Cécile Miranda-Broucas

AGENDA

LE MOUVEMENT POLITIQUE DES OBJECTEURS DE CROISSANCE, LE JOURNAL KAIROS ET LA MAISON DU LIVRE, AVEC LE SOUTIEN DE TECHNOLOGOS, INVITENT À UNE JOURNÉE DE RÉFLEXION ET DE DÉBATS

SAMEDI 24 NOVEMBRE 2018, DE 13 H 30 À 21 H 30
 MAISON DU LIVRE } 24-28, rue de Rome • 1060 Saint-Gilles

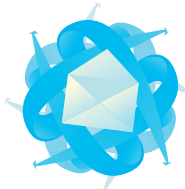
« DÉFERLEMENT TECHNOLOGIQUE, TRANSHUMANISME : DÉCONNEXION GÉNÉRALE ! »

Première table ronde à 14 h, « Le Grand Remplacement de l'humain par la machine », avec Pièces et Main d'œuvre, Michel Weber et Alain Gras (sous réserve).

Seconde table ronde à 17 h, « Le déferlement technologique aujourd'hui : exemples emblématiques », avec Bruno Poncelet, Sarah Dubernet et Paul Lannoye.

Concert de blues acoustique avec le guitariste Hervé Krief, à 20 h 15.

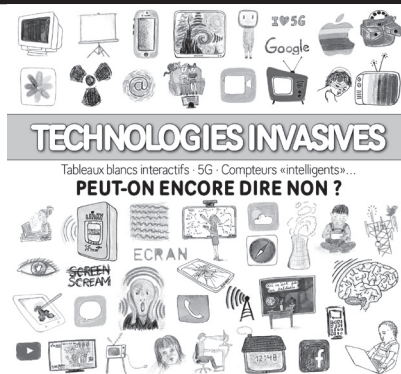
Infos complètes sur :
www.kairospresse.be, www.mpoc.be, www.lamaisondulivre.be.



COURRIER DES LECTEURS

• Suite à l'article "Bienvenue en Filigranie", un libraire, quelque part en Belgique... nous a envoyé ce message :

« Merci encore d'avoir dit tout haut ce que beaucoup pensait tout bas à propos de notre confrère, votre journal est parti chez certains éditeurs à Paris qui ont apprécié... J'espère que vous n'avez pas eu trop d'ennuis ! »



Notre soirée-débat du 15 septembre "TECHNOLOGIE INVASIVE: PEUT-ON ENCORE DIRE NON", à laquelle vous avez été nombreux à participer, fera l'objet d'une retransmission à écouter le

19/10 et le 26/10

sur radio Campus Bruxelles 92.1 fm, de 16h00 à 17h00 ou en streaming.

Elle sera ensuite posée comme archives sonores sur le site de Micro Ouvert:
<http://microouvert.be>



ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24
 IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB,
 et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!